



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



RSM Paris S.A.S
26 rue de Cambacérès
75008 Paris

Assystem S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Assystem S.A.

Tour Egée, 9-11, allée de l'Arche - 92400 Courbevoie

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

RSM Paris
Société de commissariat aux comptes
Siège social : 26 rue Cambacérès
75008 Paris
Capital social : 9 641 850 €
792 111 783 RCS PARIS

Assystem S.A.

Tour Egée, 9-11, allée de l'Arche - 92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société Assystem S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Assystem S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus

importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Test de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) <i>Notes 3.2, 3.3 et 3.4 de l'annexe des comptes consolidés</i>	
Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Chaque acquisition à laquelle le Groupe a procédé a donné lieu à la comptabilisation d'un goodwill déterminé comme étant la différence entre la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris.</p> <p>Ces goodwill figurent au bilan pour un montant net de 139,3 millions d'euros au 31 décembre 2024. Ces goodwill ont été affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) des activités dans lesquelles les entreprises acquises ont été intégrées.</p> <p>Le Groupe procède à des tests de perte de valeur à chaque fin d'exercice, ou chaque fois qu'un indice de perte de valeur est identifié, afin d'estimer la valeur recouvrable de chaque UGT (valeur la plus élevée entre la juste valeur nette de coûts de sortie et la valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés attendue de l'utilisation de l'unité génératrice). Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable.</p>	<p>Nous avons apprécié la conformité de la méthodologie appliquée par le Groupe aux normes comptables en vigueur et avons effectué un examen des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie et apprécié notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le niveau de regroupement des UGT retenu pour les tests de dépréciation des goodwill et la cohérence des éléments composant la valeur comptable des UGT avec les flux de trésorerie utilisés pour effectuer les tests de perte de valeur ; • Le caractère raisonnable des flux de trésorerie prévisionnels par rapport aux contextes économiques et financiers dans lesquels opèrent chacune des UGT (France, Royaume-Uni, Moyen-Orient et Asie-Centrale, Inde) • La cohérence des données budgétaires utilisées avec celles approuvées par le Conseil d'administration, et la cohérence des données prévisionnelles par rapport aux hypothèses budgétaires ;

<p>La valeur recouvrable de chaque UGT a été déterminée en utilisant la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, le Groupe a projeté les flux futurs de trésorerie qu'il s'attend à obtenir pour chaque UGT sur une période de cinq années ; les flux futurs de trésorerie au-delà de cinq ans ont été extrapolés en tenant compte d'un taux de croissance qui n'excède pas le taux moyen de croissance à perpétuité du secteur d'activité. Les flux futurs de trésorerie sont actualisés par le coût moyen pondéré du capital (WACC) applicable à l'activité du Groupe et à sa répartition géographique.</p> <p>Les modalités du test de perte de valeur mis en œuvre ainsi que le détail des principales hypothèses retenues sont décrites en note 3.4 « Modalités des tests de perte de valeur » de l'annexe des comptes consolidés.</p> <p>Nous avons ainsi considéré que le test de valeur des UGT est un point clé de notre audit compte tenu du degré élevé d'estimations et de jugement mis en œuvre par la direction, de la sensibilité des valeurs recouvrables à la variation des hypothèses de prévisions et du poids relatif de ces actifs dans les comptes consolidés du Groupe.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La cohérence des hypothèses retenues pour le taux de croissance à l'infini avec l'environnement économique à la date d'établissement des comptes ; • La fiabilité du processus d'établissement des estimations en examinant les causes des différences constatées entre les prévisions et les réalisations au titre des performances passées ; • Le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la détermination des taux d'actualisation avec l'aide de nos spécialistes en évaluation ; • Les analyses de sensibilité de la valeur d'utilité à une variation des principales hypothèses retenues. <p>Nous avons enfin vérifié que les notes 3.2 « Regroupements d'entreprises », 3.3 « Goodwill » et 3.4 « Modalités des tests de perte de valeur » de l'annexe des comptes consolidés donnent une information appropriée.</p>
--	--

Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait <i>Notes 1 et 5.1 de l'annexe des comptes consolidés</i>	
Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Dans le cadre de ses activités, le Groupe génère notamment certains revenus et résultats relatifs à des contrats de prestations de service à long terme. Ces contrats dits « au forfait » sont des contrats au titre desquels le Groupe s'engage à une obligation de résultat et dont le prix est, soit fixé initialement pour la globalité du projet, soit défini dans un contrat cadre pour chaque typologie de services qui seront commandés.</p>	<p>Nous avons pris connaissance et testé les processus mis en place par le Groupe en lien avec la contractualisation, le suivi des projets, la facturation et la comptabilisation des contrats.</p> <p>Les autres procédures d'audit mises en œuvre sur l'évaluation du chiffre d'affaires des contrats au forfait ont consisté à sélectionner, selon une approche multicritère d'échantillonnage</p>

<p>Pour les prestations réalisées au forfait, le chiffre d'affaires est comptabilisé, conformément à la norme IFRS 15 au fur et à mesure du transfert de contrôle de la prestation réalisée.</p> <p>Ces contrats donnent lieu à comptabilisation du chiffre d'affaires en application de la méthode dite à l'avancement. Les critères de détermination du pourcentage d'avancement peuvent inclure, à une date considérée, l'examen des travaux effectués, des services rendus par rapport au total des services à exécuter et des coûts encourus par rapport au total des coûts estimés.</p> <p>Dès qu'une perte devient probable, elle est comptabilisée par constitution d'une provision sous déduction des pertes précédemment comptabilisées.</p> <p>La détermination du pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser repose sur de nombreuses estimations fondées sur le suivi des coûts ainsi que l'expérience acquise. Des actualisations d'hypothèses et d'estimations à terminaison peuvent intervenir tout au long de la vie du contrat et peuvent avoir des effets significatifs sur les résultats futurs.</p> <p>Nous avons considéré que le correct rattachement à l'exercice du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait constituait un point clé de notre audit dans la mesure où il est basé sur des jugements et estimations de la direction quant à la détermination du résultat à terminaison et des risques financiers attendus sur ces contrats.</p>	<p>(volumes d'affaires ou d'encours, complexité des projets, variations atypiques entre deux périodes ou par rapport aux standards du Groupe, nouveaux contrats de la période...), des projets pour lesquels nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apprécié la conformité du traitement comptable retenu avec les clauses contractuelles ; • Apprécié le bien fondé des estimations des résultats à terminaison et de la détermination des degrés d'avancement par recoupement avec notre compréhension de ces projets acquise lors d'entretiens menés avec les contrôleurs de gestion et les chefs de projet et par comparaison avec les performances passées pour des contrats similaires ; • Mis en œuvre des contrôles par sondages destinés à justifier le montant des factures à établir et des autres actifs de contrats ; • Mis en œuvre des procédures de revue analytique portant sur l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat comptabilisé sur l'exercice. <p>Nous avons enfin vérifié que les notes 1 « Principes comptables généraux » et 5.1 « Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel (BFR) » de l'annexe des comptes consolidés donnent une information appropriée.</p>
---	---

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président-Directeur Général et du Directeur Général Délégué. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Assystem S.A. Par l'assemblée générale du 30 avril 2009 pour le cabinet KPMG S.A. et du 5 juin 2023 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la seizième année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la deuxième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 28 mars 2025
KPMG S.A.

Paris, le 28 mars 2025
RSM Paris

Laurent GENIN
Associé

Adrien FRICOT
Associé

5.2 COMPTES CONSOLIDÉS

5.2.1 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

En millions d'euros	Notes	2024	2023
Goodwill	3.3	139,3	125,4
Immobilisations incorporelles	6.1	2,7	3,2
Immobilisations corporelles	6.2	11,5	11,0
Droits d'utilisation au titre de contrats de location	12	33,7	30,8
Immeubles de placement	6.3	2,0	1,3
Participations dans des entreprises associées hors Expleo Group	5.2	5,3	5,8
Titres Expleo Group mis en équivalence	6.4	-	22,8
Obligations convertibles Expleo Group	6.4	171,3	157,2
Titres et obligations convertibles Expleo Group	6.4	171,3	180,0
Autres actifs financiers	6.5	14,2	218,8
Impôts différés actifs	11.3	11,4	7,8
Actif non courant		391,4	584,1
Clients et comptes rattachés	5.1	191,6	175,7
Autres créances	5.1	29,7	26,6
Actifs d'impôt courants		3,2	2,7
Autres actifs courants		1,4	0,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	31,2	36,4
Actif courant		257,1	242,2
TOTAL DE L'ACTIF		648,5	826,3

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

PASSIF

<i>En millions d'euros</i>	Notes	2024	2023
Capital	7.1	15,7	15,7
Réserves consolidées		274,9	362,1
Résultat net part du Groupe		8,3	102,0
Capitaux propres part du Groupe		298,9	479,8
Participations ne donnant pas le contrôle		2,0	2,8
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		300,9	482,6
Emprunts et dettes financières	8.2	77,3	85,8
Dettes locatives au titre de droits d'utilisation	12	26,0	23,7
Engagements de retraite et avantages du personnel	5.3.3	19,4	17,5
Provisions non courantes	9	1,5	10,1
Impôts différés passifs		0,2	0,2
Passif non courant		124,4	137,3
Emprunts et dettes financières	8.2	3,2	2,8
Dettes locatives au titre de droits d'utilisation	12	10,0	9,2
Fournisseurs et comptes rattachés	5.1	40,6	37,1
Dettes sur immobilisations		0,1	0,1
Dettes fiscales et sociales	5.1	121,9	104,7
Dettes d'impôt courantes		1,1	3,0
Provisions courantes	9	3,2	4,1
Autres passifs courants	5.1	43,1	45,4
Passif courant		223,2	206,4
TOTAL DU PASSIF		648,5	826,3

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.2 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Notes	2024	2023
Chiffre d'affaires	5.1	611,3	577,5
Charges de personnel	5.3.1	(445,6)	(401,2)
Autres produits et charges d'exploitation	5.4	(108,5)	(119,2)
Impôts et taxes		(1,0)	(1,0)
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	5.5	(16,8)	(19,5)
Résultat opérationnel d'activité		39,4	36,6
Quote-part des résultats des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services	5.2	0,9	0,8
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services		40,3	37,4
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité	5.6	1,7	8,1
Paielements fondés sur des actions	5.6	(17,7)	(3,4)
Résultat opérationnel		24,3	42,1
Quote-part des résultats d'Expleo Group	6.4	(23,7)	(11,5)
Quote-part des résultats de MPH Global Services	5.2	0,1	(0,1)
Produit des obligations convertibles d'Expleo Group	6.4	14,1	13,0
Produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement	8.5	(4,8)	(5,2)
Autres produits et charges financiers	8.5	2,1	73,0
Résultat avant impôt		12,1	111,3
Impôt sur les résultats	11.1	(4,6)	(8,5)
Résultat net consolidé		7,5	102,8
Résultat net – part du Groupe		8,3	102,0
Résultat net – participations ne donnant pas le contrôle		(0,8)	0,8

<i>En euros</i>	Notes	2024	2023
Résultat de base par action	7.3	0,56	6,87
Résultat dilué par action	7.3	0,54	6,79

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.3 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Notes	2024	2023
Résultat net		7,5	102,8
Dont autres éléments non recyclables du résultat global			
Réévaluation du passif net au titre des avantages du personnel	5.3.3	(0,4)	2,6
Effet de l'impôt		0,1	(0,6)
Réévaluation du passif au titre des avantages du personnel (nette de l'effet impôt)		(0,3)	2,0
Dont autres éléments recyclables du résultat global			
Gains et pertes sur instruments financiers de couverture	8.3	(1,1)	(0,7)
Effet de l'impôt		0,1	0,2
Gains et pertes sur instruments financiers de couverture (nets de l'effet impôt)		(1,0)	(0,5)
Écarts de conversion		4,2	(8,5)
Total des autres éléments du résultat global		2,9	(7,0)
Total résultat global		10,4	95,8
Part du Groupe		11,2	95,0
Part du Groupe – résultat		8,3	102,0
Part du Groupe – autres éléments du résultat global		2,9	(7,0)
Part des participations ne donnant pas le contrôle		(0,8)	0,8
Part des participations ne donnant pas le contrôle – résultat		(0,8)	0,8
Part des participations ne donnant pas le contrôle – autres éléments du résultat global		-	-

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En millions d'euros	Notes	2024	2023
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services		40,3	37,4
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	5.5	16,8	19,5
EBITDA		57,1	56,9
Variation des besoins en fonds de roulement liés à l'activité	5.1	4,1	(11,4)
Impôts versés		(9,7)	(8,0)
Autres flux *		(12,3)	(1,8)
Flux nets de trésorerie liés aux activités cédées		-	-
Flux nets de trésorerie liés à l'activité		39,2	35,7
<i>Dont flux nets de trésorerie opérationnels des activités poursuivies</i>		39,2	35,7
<i>Dont flux nets de trésorerie opérationnels des activités cédées</i>		-	-
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations, nettes de cessions, dont :		(4,6)	(4,7)
Acquisitions d'immobilisations	6.6	(4,6)	(5,0)
Cessions d'immobilisations	6.6	-	0,3
Acquisitions de titres de société, nettes de trésorerie acquise	3.2	(11,6)	(5,7)
Cession de titres de sociétés et fonds de commerce **		205,0	-
Autres mouvements, nets		0,1	5,1
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités cédées		-	1,4
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		188,9	(3,9)
<i>Dont flux nets de trésorerie des activités poursuivies</i>		188,9	(5,3)
<i>Dont flux nets de trésorerie des activités cédées</i>		-	1,4
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Produits et charges financiers nets reçus (versés)		(5,9)	(6,2)
Émissions d'emprunts	8.2	-	9,7
Remboursements d'emprunts et variations des autres dettes financières	8.2	(9,1)	(0,9)
Remboursement de la dette locative au titre de droits d'utilisation incluant la charge financière	12	(11,8)	(10,6)
Dividendes versés	7.4	(185,6)	(14,8)
Opérations sur titres auto-détenus	7.2	(21,2)	0,4
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(233,6)	(22,4)
Variation de la trésorerie nette		(5,5)	9,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	8.1	36,4	28,5
Incidence des éléments non monétaires et de la variation des cours des devises		0,2	(1,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie reclassés dans le cadre du retraitement IFRS 5		-	-
Variation de la trésorerie nette		(5,5)	9,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8.1	31,1	36,4

* Inclut principalement pour -7,2 millions d'euros liés au litige sur le crédit d'impôt recherche (voir note 9 – Provisions).

** Ce montant correspond à l'encaissement du prix de cession de la participation FRAMATOME tel que décrit dans les faits marquants (voir note 2 – Faits marquants).

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital	Primes	Réserves liées aux instruments financiers de couverture	Écarts de conversion	Total des autres éléments du résultat global recyclables	Résultat de la période	Autres réserves	Capitaux propres part groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2023	15,7	-	0,6	(18,2)	(17,6)	48,9	352,4	399,4	2,1	401,5
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	(14,8)	(14,8)	-	(14,8)
Paielements fondés sur des actions et attributions gratuites d'actions	-	-	-	-	-	-	2,7	2,7	-	2,7
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	-	-	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
Total résultat global	-	-	(0,5)	(8,5)	(9,0)	102,0	2,0	95,0	0,8	95,8
Affectation du résultat de la période précédente	-	-	-	-	-	(48,9)	48,9	-	-	-
Autres mouvements *	-	-	-	-	-	-	(2,4)	(2,4)	(0,1)	(2,5)
Capitaux propres au 31 décembre 2023	15,7	-	0,1	(26,7)	(26,6)	102,0	388,7	479,8	2,8	482,6
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	(185,6)	(185,6)	-	(185,6)
Paielements fondés sur des actions et attributions gratuites d'actions	-	-	-	-	-	-	15,0	15,0	-	15,0
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	-	-	-	-	(21,5)	(21,5)	-	(21,5)
Total résultat global	-	-	(1,0)	4,2	3,2	8,3	(0,3)	11,2	(0,8)	10,4
Affectation du résultat de la période précédente	-	-	-	-	-	(102,0)	102,0	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2024	15,7	-	(0,9)	(22,5)	(23,4)	8,3	298,3	298,9	2,0	300,9

* Les autres mouvements sont principalement constitués de transactions réalisées au sein du groupe Expleo consolidé selon la méthode de la mise en équivalence.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

NOTE 2 FAITS MARQUANTS

NOTE 3 PÉRIMÈTRE, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET GOODWILL

- 3.1 Périmètre
- 3.2 Regroupements d'entreprises
- 3.3 Goodwill
- 3.4 Modalités des tests de perte de valeur

NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

NOTE 5 DONNÉES OPÉRATIONNELLES

- 5.1 Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel (BFR)
- 5.2 Participations dans des entreprises associées hors Expleo Group
- 5.3 Charges de personnel et avantages du personnel
- 5.4 Autres charges et produits d'exploitation 158
- 5.5 Amortissements et provisions opérationnels courants, nets
- 5.6 Paiements fondés sur des actions et produits et charges opérationnels non liés à l'activité

NOTE 6 INVESTISSEMENTS EN ACTIFS NON COURANTS

- 6.1 Immobilisations incorporelles
- 6.2 Immobilisations corporelles
- 6.3 Immeubles de placement
- 6.4 Titres et obligations convertibles Expleo Group
- 6.5 Actifs financiers non courants
- 6.6 Réconciliation des acquisitions d'immobilisations du tableau de flux de trésorerie consolidé

NOTE 7 CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

- 7.1 Actions
- 7.2 Actions propres
- 7.3 Résultat par action
- 7.4 Dividendes par action

NOTE 8 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

- 8.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie
- 8.2 Dettes financières
- 8.3 Instruments dérivés financiers
- 8.4 Informations sur l'endettement net
- 8.5 Produits et charges financiers
- 8.6 Gestion du risque financier

NOTE 9 PROVISIONS

NOTE 10 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

- 10.1 Classification comptable des actifs et passifs financiers
- 10.2 Hiérarchie de juste valeur

NOTE 11 IMPÔTS

- 11.1 Impôts comptabilisés au cours de la période
- 11.2 Preuve d'impôt
- 11.3 Impôts différés

NOTE 12 DROITS D'UTILISATION AU TITRE DE CONTRATS DE LOCATION ET DETTE LOCATIVE AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

NOTE 13 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET AUTRES INFORMATIONS

- 13.1 Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles du Groupe
- 13.2 Engagements hors bilan liés au financement du Groupe
- 13.3 Autres informations

NOTE 14 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

NOTE 15 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Entité présentant les états financiers

Le groupe Assystem est un groupe international leader dans le domaine de l'ingénierie.

Société anonyme à Conseil d'administration de droit français, Assystem S.A., société mère et tête de Groupe, a son siège social Tour Égée, 9 - 11 allée de l'Arche, 92400 Courbevoie. Assystem S.A. est contrôlée par la société HDL Development, elle-même contrôlée par la société HDL.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2024 ainsi que les notes annexes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 18 mars 2025.

Ces comptes seront soumis à approbation par l'Assemblée générale des actionnaires devant se tenir le 23 mai 2025.

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable d'Assystem et de ses filiales. Ils sont présentés en millions d'euros, arrondis à la centaine de milliers d'euros la plus proche.

Bases de préparation

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Assystem au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont établis selon les normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024. Ils sont présentés sur deux exercices.

Les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne diffèrent sur certains aspects des IFRS publiées par l'IASB. Néanmoins, le Groupe s'est assuré que les informations financières pour les périodes présentées n'auraient pas été substantiellement différentes si les normes IFRS avaient été appliquées telles que publiées par l'IASB.

NORMES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES, PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR AU 1^{er} JANVIER 2024

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes, amendements et interprétations mentionnés ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2024 :

- IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » ;
- IFRS 19 « Informations à fournir par les filiales sans obligation d'information publique » ;
- Amendement à l'IFRS 9 et IFRS 7 « Classification et évaluation des instruments financiers » ;
- Amendement à l'IAS 21 « Absence de convertibilité » ;
- Améliorations annuelles 2024 relatives à IFRS 1, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 10 et IAS 7 ;
- Décision de l'IFRS IC relative au classement des flux de trésorerie liés aux appels de marges de variation pour les contrats garantis au prix du marché (IAS 7) ;
- Décision de l'IFRS IC relative à la comptabilisation des produits provenant des frais de scolarité (IFRS 15) ; et
- Décision de l'IFRS IC relative aux garanties émises sur les obligations d'autres entités (potentiellement IFRS 9, 15, 17 ou IAS 37).

Le Groupe n'anticipe pas d'incidence significative de l'application des modifications décrites ci-dessus sur ses états financiers des exercices futurs, à l'exception de celles induites par la norme IFRS 18 – États financiers.

La norme IFRS 18 remplace la norme IAS 1, et reprend sans les modifier bon nombre des dispositions d'IAS 1, en plus d'ajouter de nouvelles dispositions. De plus, certains paragraphes d'IAS 1 ont été déplacés à IAS 8 et IFRS 7. L'IASB a également apporté des modifications mineures à IAS 7 et IAS 33 Résultat par action.

IFRS 18 introduit également de nouvelles dispositions visant à :

- modifier la présentation de l'état du résultat consolidé ;
- fournir des informations sur les mesures de la performance définies par la direction dans les notes des états financiers ;
- améliorer le regroupement et la ventilation des informations.

Le Groupe est tenu d'appliquer la norme IFRS 18 à l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2027. Une application anticipée est permise. Les modifications d'IAS 7 et d'IAS 33, ainsi que les versions révisées d'IAS 8 et d'IFRS 7, entreront en vigueur lorsque le Groupe appliquera la norme IFRS 18. Cette dernière doit être appliquée de façon rétrospective, et des dispositions transitoires sont prévues.

NORMES IFRS NOUVELLES ET MODIFIÉES EN VIGUEUR POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les normes, amendements et interprétations qui s'appliquent au Groupe à compter du 1^{er} janvier 2024 sont les suivants :

- Amendement à l'IAS 1 « Présentation des états financiers – classement des dettes en courant ou non courant » ;
- Amendement à l'IFRS 16 « Passif de location relatif à une cession-bail » ;
- Amendement à l'IAS 7 et IFRS 7 « Accords de financement de fournisseurs » ;
- Décision de l'IFRS IC relative aux fusions entre une société mère et sa filiale dans les états financiers individuels (IFRS 3, IAS 27) ;
- Décision de l'IFRS IC relative aux paiements conditionnels au maintien de l'emploi pendant les périodes de transfert (IFRS 3) ;
- Décision de l'IFRS IC relative aux engagements relatifs au climat (IAS 37) ; et
- Décision de l'IFRS IC relative aux informations à fournir sur les produits et les charges des secteurs à présenter (IFRS 8).

Aucun impact significatif n'a été constaté à la suite de l'application des normes et interprétations décrites ci-dessus.

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS ET COMPARABILITÉ DES EXERCICES

La présentation des états financiers n'a pas été modifiée pour l'arrêt des comptes de l'exercice 2024.

MÉTHODES DE CONSOLIDATION ET CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS

Méthode de consolidation

Filiales consolidées par intégration globale

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées. La norme IFRS 10 repose sur un modèle unique de contrôle fondé sur trois critères : « un investisseur contrôle une

entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci ».

Les résultats des entités consolidées sont inclus dans les états financiers à compter de la date de prise de contrôle (sauf cas particulier) et jusqu'à la date de perte de contrôle de la filiale. Les transactions inter-compagnies (bilan et compte de résultat) sont éliminées. Les participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres sont présentées séparément dans les états financiers.

Co-entreprises et activités conjointes (participations dans les entreprises associées)

La norme IFRS 11 prévoit deux types de partenariat : les co-entreprises et les activités conjointes. La classification des partenariats s'effectuant sur la base des droits et obligations de chacune des parties dans le partenariat, en prenant notamment en compte la structure, la forme juridique des accords, les droits conférés à chacune des parties par les accords, ainsi que les faits et circonstances le cas échéant.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties (« co-entrepreneurs ») qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties (« co-participants ») ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs de l'entité.

Les partenariats qualifiés de co-entreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Chacun des coparticipants à une activité conjointe doit comptabiliser les actifs et passifs (et produits et charges) relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères et transactions libellées en monnaies étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les données des états financiers des entités du Groupe sont mesurées dans la monnaie de l'environnement économique principal (celui dans lequel l'entité génère et dépense principalement sa trésorerie) : la monnaie fonctionnelle.

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'euro.

Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés en résultat, sauf lorsqu'ils sont comptabilisés au sein des autres éléments du résultat global. Les produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global correspondent à la part efficace des couvertures éligibles de flux de trésorerie et des couvertures d'un investissement net dans une entité étrangère.

Conversion des comptes des filiales

Les états financiers des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle diffère de l'euro (monnaie de présentation des comptes) sont convertis dans les conditions suivantes :

- selon la méthode du cours de clôture de la période pour le bilan ;
- selon la méthode du cours moyen de la période pour le compte de résultat.

Les écarts de conversion sont comptabilisés au sein des autres éléments du résultat global dans une rubrique séparée. Les goodwill des sociétés étrangères sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de la filiale acquise et convertis dans la monnaie de présentation au taux de clôture.

Économie hyper-inflationniste

La Turquie ayant été qualifiée d'économie hyper-inflationniste depuis le 1^{er} janvier 2022, le Groupe a appliqué la norme IAS 29 – Information financière dans les économies hyper-inflationnistes. Cette dernière requiert de retraiter les états financiers qui ont été établis selon la convention du coût historique. Le retraitement consiste à appliquer un indice général des prix, de sorte que les états financiers soient exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la date de clôture. Ainsi l'ensemble des actifs et passifs non monétaires doivent être corrigés de l'inflation pour refléter l'évolution du pouvoir d'achat à la date de clôture. Les éléments monétaires n'ont pas besoin d'être retraités, puisqu'ils reflètent déjà le pouvoir d'achat à la date de clôture.

Dès lors qu'une filiale applique la norme IAS 29, la méthode de conversion de cette filiale dans les comptes consolidés de sa mère change. En effet, la norme IAS 21 précise que tous les montants (c'est-à-dire les actifs, passifs, les éléments de capitaux propres, les produits et les charges, y compris ceux fournis à titre comparatif) doivent être convertis au cours de clôture à la date du dernier bilan.

RECOURS AUX ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers selon le référentiel IFRS nécessite d'émettre des jugements, d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les actifs, les passifs, les produits et les charges. L'impact des changements d'estimation est comptabilisé de façon prospective. Ces estimations sont faites par la direction sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date d'arrêt des comptes. Elles peuvent évoluer en fonction d'événements ou d'informations pouvant remettre en cause les circonstances dans lesquelles elles ont été élaborées.

Les résultats réels peuvent donc être différents de ceux attendus. Le caractère aléatoire de certaines estimations peut rendre difficile l'appréhension des perspectives économiques du Groupe en particulier pour la réalisation des tests de dépréciation des actifs (voir note 3.3 – Goodwill).

Les fondements de ces estimations sur les points que le Groupe considère comme les plus pertinents sont détaillés ci-après.

Reconnaissance du chiffre d'affaires pour les prestations au forfait

Comme indiqué en note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement, le chiffre d'affaires relatif à des prestations au forfait est reconnu suivant la méthode de l'avancement par les coûts.

La détermination du pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser repose sur de nombreuses estimations fondées sur le suivi des coûts ainsi que sur l'expérience acquise. Des révisions d'hypothèses et d'estimations à terminaison peuvent intervenir tout au long de la vie du contrat et peuvent avoir des effets significatifs sur les résultats futurs.

Provisions pour perte à terminaison / pour garantie sur projets

Des provisions pour perte à terminaison sont susceptibles d'être comptabilisées dans le cadre des contrats d'ingénierie selon la méthode de l'avancement conformément à la norme IAS 37 (voir note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement). Dès qu'elle devient probable, la perte sur contrat est immédiatement

comptabilisée par constitution d'une provision sous déduction des pertes précédemment comptabilisées. Les pertes sur contrats qui seront réellement enregistrées peuvent différer des montants initialement provisionnés et avoir un effet sur les résultats futurs.

Les éléments chiffrés relatifs aux provisions sont présentés en note 9 – Provisions.

Dépréciation des créances clients et comptes rattachés

Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de nos principaux clients peuvent avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

Les éléments chiffrés relatifs aux dépréciations des créances clients et comptes rattachés sont présentés en note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement.

Impôts différés

Un actif d'impôt différé, se rapportant notamment aux pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés ainsi qu'aux différences temporaires déductibles, ne peut être comptabilisé que s'il est probable que la Société et/ou sa ou ses filiales concernées disposeront de bénéfices fiscaux futurs sur lesquels il pourra être imputé.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des prévisions de résultats fiscaux futurs,

de la part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir inclus dans les pertes passées et de l'historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les éléments chiffrés relatifs aux impôts différés sont présentés en note 11.3 – Impôts différés.

Dépréciation des goodwills

Les estimations sur les hypothèses de calcul dans le cadre de la dépréciation des goodwills sont présentées en note 3.4 – Modalités des tests de perte de valeur.

Avantages du personnel

Les estimations réalisées sur les hypothèses de calcul faites dans le cadre des avantages au personnel ainsi que les analyses de sensibilité sont présentées en note 5.3.3 – Avantages du personnel.

Incidence des risques climatiques

Au regard de son activité et de son implantation géographique, le Groupe estime que les risques liés au climat n'ont pas d'incidence significative sur ses états financiers. Par ailleurs, compte tenu de son activité principalement dédiée à la transition énergétique et de son modèle d'affaires, Assystem considère que la lutte contre le réchauffement climatique impacte positivement ses perspectives de croissance.

NOTE 2

FAITS MARQUANTS

L'exercice 2024 a été marqué par les événements significatifs suivants :

Cession de la participation Framatome

Le Groupe a cédé au cours du mois de janvier 2024 sa participation de 5 % dans la société Framatome comptabilisée en « Autres actifs financiers non courants » pour un montant de 205,0 millions d'euros au 31 décembre 2023. La valeur des titres Framatome dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2023 avait été comptabilisée à la juste valeur et les effets d'impôts pris en compte à la clôture de ce même exercice.

L'encaissement du prix de cession de 205,0 millions d'euros comptabilisé dans le tableau de flux de trésorerie dans la rubrique « Cession de titres de sociétés et fonds de commerce » a permis au Groupe au cours de l'exercice de procéder à une distribution de dividende d'un montant total de 185,6 millions d'euros (voir rubrique « Dividendes versés » du tableau de flux de trésorerie consolidé).

Acquisition des sociétés Keops Automation et L&T Infrastructure Engineering Limited

En janvier 2024, Assystem a acquis 100 % du capital de Keops Automation, entreprise française spécialisée dans l'intégration des plateformes d'exploitation industrielles et de la valorisation de leurs données. Le prix d'acquisition payé pour les titres est de 8,6 millions d'euros et la trésorerie acquise de 3,5 millions d'euros. Les principaux éléments chiffrés de cette opération sont décrits

dans la note 3 – Goodwill et regroupements d'entreprises. La société Keops Automation a fait l'objet d'une transmission universelle du patrimoine à la société Assystem INV en date du 2 juillet 2024.

En janvier 2024, Assystem par l'intermédiaire de sa filiale STUP Consultants Private Limited, a acquis 100 % du capital de la société L&T Infrastructure Engineering Limited (L&T IEL), filiale indienne du groupe Larsen & Toubro. Cette acquisition permet au Groupe de compléter son offre de services d'ingénierie et de renforcer ses capacités de conception et de planification de projets d'infrastructures en Inde, tout en augmentant sa part de marché dans les secteurs du transport et de l'énergie. Le prix d'acquisition payé pour les titres est de 6,3 millions d'euros. Les principaux éléments chiffrés de cette opération sont décrits dans la note 3 – Goodwill et regroupements d'entreprises.

Attribution d'actions gratuites

En juillet 2024, le Groupe a mis en œuvre la seconde étape du plan de fidélisation de ses ressources clés destiné à accompagner la croissance de ses activités, avec deux plans d'attribution d'actions gratuites (985 913 actions au total). En 2023, la première étape avait consisté en un plan d'attribution d'actions gratuites de 288 250 actions.

Ces nouveaux plans de 2023 et 2024 ont été comptabilisés dans la rubrique « Paiements fondés sur des actions » du compte de résultat consolidé pour un montant de 685 milliers d'euros en 2023 et 13 767 milliers d'euros en 2024 (montant hors forfait social, voir note 5.3.4 - Paiements fondés sur actions).

NOTE 3**PÉRIMÈTRE, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET GOODWILL****3.1 Périmètre**

Les principales filiales et participations d'Assystem S.A. incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 sont les suivantes :

Nom	Pays	Numéro de SIREN	Pourcentage d'intérêt *	Méthode de consolidation
Sociétés françaises				
Assystem S.A.	France	412076937	Mère	IG
Assystem Engineering and Operation Services	France	444159164	100	IG
Assystem Project Management	France	347621831	100	IG
Expleo Group	France	831178785	37,13	MEE
Sociétés étrangères				
Assystem Energy & Infrastructure Ltd et ses filiales	Royaume-Uni		100	IG
Assystem Radicon	Arabie saoudite		75	IG
Assystem Enerji ve Cevre	Turquie		100	IG
Stup Consultants Private Limited	Inde		99,19	IG
Assystem India Limited	Inde		100	IG
UzAssystem	Ouzbékistan		51	IG

IG : Intégration Globale

MEE : Mise en équivalence

* Le pourcentage d'intérêt est égal au pourcentage de droit de vote sur l'ensemble du périmètre.

3.2 Regroupements d'entreprises

À compter du 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisées. En application de cette norme révisée, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle. À ce titre, des travaux d'analyse, notamment sur les clients (portefeuille de contrats et portefeuille de clients) sont effectués à chaque acquisition d'entreprise ;
- les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées soit à la juste valeur, soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque acquisition.

À cette date, le goodwill est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle (participations ne donnant pas le contrôle) dans l'entreprise acquise et dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise ; et
- le montant net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

L'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à leur quote-part dans l'actif net identifiable a pour conséquence de calculer un goodwill dit « partiel » sur la seule quote-part du capital acquis.

L'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter le goodwill à hauteur de la part attribuable à ces participations ne donnant pas le contrôle, donnant ainsi lieu à la constatation d'un goodwill dit « complet ».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition, les ajustements constatés dans ce délai sont effectués relativement à des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

Si l'écart d'acquisition est négatif, il est constaté en profit directement au compte de résultat en tant qu'acquisition à des conditions avantageuses.

Ultérieurement, l'écart d'acquisition est maintenu à son montant d'origine, diminué le cas échéant du cumul des pertes de valeur enregistrées (se reporter au paragraphe « Goodwill » ci-après).

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période ; lors de l'acquisition ultérieure de participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant, tout écart entre le prix effectivement payé et l'évaluation d'origine des participations ne donnant pas le contrôle est imputé sur les capitaux propres du Groupe, conformément à la norme IFRS 10.

AU TITRE DE L'EXERCICE 2024

Le Groupe a acquis 100 % du capital des sociétés Keops Automation et L&T Infrastructure Engineering Limited (voir note 2 – Faits marquants). Les données chiffrées des regroupements d'entreprises sont décrites ci-dessous.

La juste valeur de l'actif net acquis se décompose comme suit :

En millions d'euros	Keops Automation	L&T Infrastructure Engineering Limited	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,5	0,2	3,7
Autres actifs courants et non courants	4,1	8,4	12,5
Total actif	7,6	8,6	16,2
Passifs financiers	0,1	0,2	0,3
Autres passifs courants et non courants	4,5	3,5	8,0
Total passif	4,6	3,7	8,3
Actif net	3,0	4,9	7,9

Le calcul des goodwills complets se décompose comme suit :

En millions d'euros	Keops Automation	L&T Infrastructure Engineering Limited	Total
Part du prix d'acquisition versée en trésorerie	8,6	6,3	14,9
Prix d'acquisition	8,6	6,3	14,9
Juste valeur de l'actif net acquis	3,0	4,9	7,9
Goodwill	5,6	1,4	7,0

Le flux de trésorerie lié à l'acquisition se décompose comme suit :

En millions d'euros	Keops Automation	L&T Infrastructure Engineering Limited	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,5	0,2	3,7
Découvert bancaire	-	(0,2)	(0,2)
Position nette de trésorerie acquise	3,5	-	3,5
Prix d'acquisition des titres	(8,6)	(6,3)	(14,9)
Flux de trésorerie sur acquisition	(5,1)	(6,3)	(11,4)

Le flux d'acquisitions de titres de sociétés est détaillé ci-dessous :

En millions d'euros	2024	2023
Flux de trésorerie sur acquisitions	(11,4)	(5,5)
Autres	(0,2)	(0,2)
Acquisitions de titres de sociétés	(11,6)	(5,7)

La rubrique « Autres » est constituée en 2024 de la souscription au capital d'entités nouvellement créées.

3.3 Goodwill

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée – Regroupements d’entreprises, les goodwills comptabilisés ne sont pas amortis mais font l’objet au minimum d’un test de perte de valeur annuel pour acter d’une éventuelle perte de valeur à enregistrer.

Les goodwills figurant à l’actif de la situation financière consolidée de la Société sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) retenues par le Groupe et correspondent aux quatre zones géographiques détaillées ci-dessous.

Le Groupe procède à des tests de perte de valeur chaque fin d’année ou chaque fois qu’un indice de perte de valeur est identifié afin d’estimer la valeur recouvrable de l’UGT (valeur la plus élevée entre la juste valeur nette de l’actif et sa valeur d’utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimée attendue de l’utilisation de l’unité génératrice). Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable et doit être en premier lieu affectée au goodwill de l’UGT.

En cas de cession d’un ensemble d’actifs, la part du goodwill global pouvant être attribuée aux activités cédées est prise en compte dans la détermination du résultat de cession.

Les goodwills dégagés lors d’acquisitions de sociétés consolidées sont inclus dans la rubrique « Goodwill » à l’actif de la situation financière consolidée. Les goodwills dégagés sur des participations mises en équivalence sont inclus dans les rubriques correspondantes des états financiers.

Dans la continuité de son changement d’organisation autour de deux segments opérationnels « France » et « International » (voir note 4 – Segments opérationnels), le Groupe a également revu le niveau de ses unités génératrices de trésorerie (UGT) pour la réalisation des tests de perte de valeur. Quatre unités génératrices de trésorerie ont été définies :

- France ;
- Royaume-Uni (intégrant les activités de LogiKal) ;
- Moyen-Orient et Asie centrale intégrant principalement les activités en Arabie saoudite et Turquie ;
- Inde.

Les variations liées au poste « Goodwill » se décomposent comme suit :

En millions d’euros	31/12/2023	Regroupement d’entreprises	Écarts de conversion	31/12/2024
UGT France	55,8	5,6	-	61,4
UGT Royaume-Uni	31,9	-	1,4	33,3
UGT Moyen-Orient et Asie centrale	26,5	-	5,1	31,6
UGT Inde	11,2	1,4	0,4	13,0
Total	125,4	7,0	6,9	139,3

Les augmentations liées aux regroupements d’entreprise sont constituées :

- du goodwill de la société Keops Automation pour un montant de 5,6 millions d’euros (voir note 3.2 – Regroupements d’entreprises) ;
- du goodwill de la société L&T Infrastructure Engineering Limited pour un montant de 1,4 million d’euros (voir note 3.2 – Regroupements d’entreprises).

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, l’allocation du prix d’acquisition des sociétés Keops Automation et L&T Infrastructure Engineering Limited est définitive à la clôture de l’exercice 2024.

3.4 Modalités des tests de perte de valeur

Conformément à IAS 36 « Dépréciation d’actifs », le Groupe a réalisé un test annuel de dépréciation du goodwill. Aucune dépréciation n’a été enregistrée à ce titre au cours de l’exercice 2024.

L’évaluation de la valeur d’utilité de chaque unité génératrice de trésorerie est effectuée selon la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés et sur la base de projections financières à cinq ans.

Les flux futurs de trésorerie au-delà de cinq ans sont extrapolés en tenant compte d’un taux de croissance à perpétuité (voir ci-dessous). Le taux de croissance ne doit pas excéder le taux moyen de croissance à long terme du secteur d’activité. Les flux futurs de trésorerie sont actualisés par le coût moyen pondéré du capital (WACC) applicable à l’activité du Groupe et à sa répartition géographique (voir ci-dessous).

Le tableau ci-après décrit les principaux facteurs de modélisation des hypothèses retenues pour le calcul des tests de perte de valeur :

UGT - 2024	Taux de croissance à perpétuité pour extrapolation des flux de trésorerie futurs au-delà de la période de projection	Taux d'actualisation
UGT France	2,0 %	8,5 %
UGT Royaume-Uni	2,0 %	9,1 %
UGT Moyen-Orient et Asie centrale	2,0 %	9,8 %
UGT Inde	2,0 %	13,0 %

Les dépréciations éventuelles résultant d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeurs de marché des actifs concernés, une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir le montant de la perte de valeur.

Le Groupe a défini les facteurs de sensibilité suivants pour ses tests de valeur :

- la majoration de 0,5 % des taux d'actualisation ;
- la diminution de 0,5 % du taux de croissance perpétuelle.

Prise une à une ou cumulées, ces variations d'hypothèses de sensibilité n'entraîneraient cependant pas de perte de valeur du goodwill alloué aux quatre UGT.

NOTE 4

INFORMATION SECTORIELLE

Depuis le 1^{er} janvier 2024, le Groupe a fait évoluer son organisation et analyse son activité distinguant la France et la zone Internationale :

- la zone « France » regroupant l'ensemble des activités réalisées par les entités situées sur le territoire français ;
- la zone « International » regroupant l'ensemble des entités opérant au Royaume-Uni, en Arabie saoudite et en Turquie (Moyen-Orient et Asie centrale) et en Inde.

L'information sectorielle publiée ci-après correspond à l'information sur laquelle le principal décideur opérationnel (le Comité exécutif) s'appuie en interne pour évaluer la performance des segments. Le Comité exécutif est chargé de piloter ces deux segments au travers des décisions stratégiques qui sont prises par celui-ci et des allocations de ressources déterminées sur la base du reporting interne pour évaluer la performance des segments.

L'information comparative 2023 a été retraitée en adéquation avec cette nouvelle organisation.

Les principes comptables appliqués à chaque segment opérationnel sont les suivants :

- les segments s'appuient sur leurs propres ressources et peuvent partager avec d'autres secteurs certaines ressources dans le cadre de synergies. Ce partage se matérialise par la réallocation de coûts ou par des relations contractualisées entre différentes entités juridiques ;
- les charges de management directement rattachables à chacun des secteurs opérationnels leur sont affectées ;
- l'indicateur de résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées exclut les produits et charges non liés à l'activité.

Par segment opérationnel

EXERCICE 2024

En millions d'euros	France	International	Holding	Éliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	380,9	230,4	-	-	611,3
Chiffre d'affaires inter-segments	3,9	2,0	-	(5,9)	-
Total chiffre d'affaires	384,8	232,4	-	(5,9)	611,3
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services	24,9	20,7	(5,3)	-	40,3
Goodwill	61,4	77,9	-	-	139,3

EXERCICE 2023

En millions d'euros	France	International	Holding	Éliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	374,8	202,7	-	-	577,5
Chiffre d'affaires inter-segments	4,7	1,5	-	(6,2)	-
Total chiffre d'affaires	379,5	204,2	-	(6,2)	577,5
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services	22,7	20,2	(5,5)	-	37,4
Goodwill	55,8	69,6	-	-	125,4

Le client EDF représente plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe opérant dans les segments « France » et « International ».

Par zone géographique

La répartition géographique du chiffre d'affaires a été établie en fonction du lieu d'implantation géographique des sociétés consolidées et se présente comme suit :

En millions d'euros	2024	2023
France	380,9	374,8
Royaume-Uni	125,8	99,6
Autres zones	104,6	103,1
Total Groupe	611,3	577,5

NOTE 5 DONNÉES OPÉRATIONNELLES

5.1 Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel (BFR)

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe correspond au chiffre d'affaires issu des activités du Groupe opérant au travers de deux types de contrats :

- contrats en régie : prestations dont la valorisation est fonction des moyens mis en œuvre. Le revenu est égal au temps passé, justifié auprès du client, multiplié par un taux horaire ou journalier ;
- contrats au forfait : contrats au titre desquels le Groupe s'engage à une obligation de résultat et dont le prix est, soit fixé initialement pour la globalité du projet, soit au gré des commandes clients s'inscrivant dans un contrat-cadre.

La comptabilisation du chiffre d'affaires issu de contrats avec les clients dépend selon IFRS 15 :

- d'une part, du rythme de réalisation des obligations de performance correspondant au transfert à un client du contrôle du service rendu ;
- d'autre part, du montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en rémunération des activités réalisées.

L'analyse de la notion de transfert du contrôle de la prestation de service rendue est déterminante, ce transfert conditionnant la reconnaissance de chiffre d'affaires. Ce transfert peut s'effectuer en continu (comptabilisation du chiffre d'affaires à l'avancement) ou à une date précise (comptabilisation à l'achèvement).

Le revenu des contrats en régie est reconnu à échéance régulière, généralement mensuelle, sur la base du temps presté.

Le revenu associé aux contrats au forfait est presque exclusivement reconnu à l'avancement dans la mesure où le Groupe considère que le client bénéficie en continu des avantages issus des prestations rendues ou que le vendeur dispose d'un droit à règlement pour les prestations réalisées à date ou que le Groupe construit un actif n'ayant pas d'usage alternatif. Le critère généralement retenu pour la détermination du pourcentage d'avancement au cours de la vie du contrat est le rapport des coûts engagés sur le total estimé des coûts à terminaison.

En présence d'un contrat-cadre, le Groupe considère que les commandes successives, créant des droits et obligations exécutoires entre les parties, constituent le contrat au sens de la norme.

Les contreparties variables concédées aux clients sont constituées principalement de pénalités et de remises sur volume. Ces éléments sont présentés en diminution du chiffre d'affaires tel que prescrit par la norme IFRS 15. Ces contreparties variables ne sont pas significatives aux bornes du Groupe.

Une entité du Groupe peut être amenée à former un groupement avec un ou plusieurs tiers ou à appeler un tiers en sous-traitance. Dans ce type de situation, l'entité veille à conserver le contrôle exclusif de sa prestation de service vis-à-vis du client et ne remplit pas de fonction d'agent ou d'intermédiaire entre ce dernier et le tiers.

Les coûts d'obtention et de réalisation des contrats ne sont pas significatifs à l'échelle du Groupe.

CARNET DE COMMANDES

Conformément aux exemptions autorisées par la norme IFRS 15, le Groupe a choisi d'exclure du carnet de commandes les contrats dont la durée est inférieure à un an ainsi que les prestations couvertes par un droit à facturer. Tenant compte de ces deux exemptions, le montant total du carnet de commandes, au sens de la norme, n'est pas significatif à la clôture de l'exercice 2024.

DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES CLIENTS

Les créances commerciales sont initialement reconnues à la juste valeur moins les provisions pour dépréciation. Des dépréciations sont comptabilisées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie de la créance.

PROVISION POUR PERTE À TERMINAISON

Dès qu'une perte à terminaison devient probable, elle est comptabilisée par constitution d'une provision. Elle est calculée dans le cadre de la méthode à l'avancement sous déduction de la perte déjà comptabilisée. La charge relative aux provisions pour perte à terminaison est comptabilisée au poste « Amortissements et provisions opérationnels courants, nets ».

SUBVENTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

Les subventions publiques et les crédits d'impôt relatifs à des dépenses d'exploitation sont comptabilisés en les rattachant au coût lié qu'ils compensent sur les périodes correspondantes :

- soit en déduction de la charge correspondante s'ils ont pour objet de couvrir une dépense identifiée ;
- soit en déduction sur la ligne « autres charges d'exploitation » s'ils sont octroyés dans un cadre plus général.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Groupe a réalisé au cours de l'exercice 2024 un chiffre d'affaires consolidé de 611,3 millions d'euros dont 380,9 millions d'euros sur le segment « France » et 230,4 millions d'euros sur le segment « International » au sein desquels l'activité nucléaire représente respectivement 86 % et 50 % du chiffre d'affaires du segment.

CLIENTS

En millions d'euros	2024	2023
Créances clients	106,3	93,4
Factures à établir	27,2	21,8
Actifs de contrats *	70,9	68,0
Valeur brute	204,4	183,2
Dépréciation	(12,8)	(7,5)
Valeur nette	191,6	175,7

* Un actif de contrat correspond au chiffre d'affaires calculé à l'avancement, sur la base d'un contrat au forfait, et non encore facturé.

Le Groupe a eu recours à l'affacturage de créances commerciales répondant aux critères de déconsolidation des créances cédées selon la norme IFRS 9 – Instruments financiers pour des montants nets de 35,0 millions au 31 décembre 2024 et de 41,8 millions

d'euros au 31 décembre 2023. En conséquence, les créances cédées ont été décomptabilisées dans la situation financière consolidée à ces deux dates.

ANALYSE DE LA VARIATION DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT LIÉS À L'ACTIVITÉ

En millions d'euros	Ouverture	Variation nette	Autres	Clôture
Clients et comptes rattachés (1)	175,7	5,8	10,1	191,6
Passifs de contrats (2) *	(34,8)	9,4	(1,6)	(27,0)
BFR – Clients (1+2)	140,9	15,2	8,5	164,6
Fournisseurs et comptes rattachés (3)	(37,1)	0,9	(4,4)	(40,6)
Créances fournisseurs (4)	2,0	(0,6)	0,2	1,6
Charges constatées d'avance (4)	7,3	(0,2)	(0,4)	6,7
BFR – Fournisseurs (3+4)	(27,8)	0,1	(4,6)	(32,3)
Dettes sociales et fiscales (5)	(104,7)	(12,4)	(4,8)	(121,9)
Autres dettes courantes (5)	(10,6)	(4,3)	(1,1)	(16,0)
Créances sociales et fiscales (6)	16,1	(2,4)	0,3	14,0
Autres créances courantes (6) **	1,0	(0,3)	6,5	7,2
BFR – Autres (5+6)	(98,2)	(19,4)	0,9	(116,7)
Total	14,9	(4,1)	4,8	15,6

* Un passif de contrat est représentatif de montants facturés et/ou d'encaissements enregistrés au titre d'un contrat et correspondants à des obligations de performance restant à honorer.

** Inclus 6,4 millions d'euros liés au litige CIR (voir note 9 - Provisions).

Le Groupe a cédé en juin 2024 une créance de crédit impôt recherche détenue sur l'État français d'un montant de 8,7 millions d'euros (montant de la créance cédée 2023 : 7,3 millions d'euros). Cette cession répond aux critères de déconsolidation des créances selon la norme IFRS 9 – Instruments financiers.

Les variations regroupées dans la colonne « Autres » incluent notamment les variations de périmètre et les impacts de change.

Les créances sur les fournisseurs, charges constatées d'avance, créances sociales et fiscales et autres créances courantes constituent principalement les autres créances figurant à l'actif

de la situation financière consolidée. Les passifs de contrat et autres dettes courantes constituent les autres passifs courants figurant au passif de la situation financière consolidée.

ANTÉRIORITÉ DES CRÉANCES CLIENTS

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le tableau ci-dessous synthétise les retards sur les montants facturés aux clients ainsi que les provisions constituées pour faire face aux litiges et défaillances des clients facturés :

En millions d'euros	Brut		Perte de valeur	Brut		Perte de valeur
	2024	%	2024	2023	%	2023
Non échues	58,4	55,0%	-	56,7	60,6 %	-
Échues depuis 30 jours au plus	16,9	15,9%	-	12,4	13,3 %	-
Échues depuis 31 jours et jusqu'à 60 jours	7,3	6,9 %	-	5,3	5,7 %	-
Échues depuis 61 jours et jusqu'à 180 jours	7,6	7,1 %	-	6,8	7,3 %	-
Échues depuis plus de 181 jours	16,1	15,1 %	10,9	12,2	13,1 %	6,5
Total	106,3	100,0 %	10,9	93,4	100,0 %	6,5

5.2 Participations dans des entreprises associées hors Expleo Group

Les participations dans les entreprises associées hors Expleo Group ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

En millions d'euros	2024	2023
Début d'exercice	5,8	1,4
Dividendes	(0,9)	(1,3)
Quote-part du résultat	1,0	0,7
Augmentation de capital – souscription	0,2	-
Écarts de conversion	-	0,1
Autres variations	(0,8)	4,9
Fin d'exercice	5,3	5,8

INFORMATIONS CHIFFRÉES SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES HORS EXPLEO GROUP

Nom	Pays	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de droit de vote	Valeur comptable (en millions d'euros)	
				2024	2023
MPH Global Services	France	49	49	3,9	4,6
Engage	France	25	25	0,2	0,3
Alphatest	France	49,84	49,84	0,8	0,7
Momentum	France	33,33	33,33	-	-
N3A	France	50	50	0,2	0,2
b.NEXT	France	33,33	33,33	-	-
EDF Nuclear Engineering India LLP	Inde	23	23	0,2	-

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DES ENTREPRISES ASSOCIÉES HORS EXPLEO GROUP

En millions d'euros	2024	2023
Chiffre d'affaires	112,7	118,3
Résultat net	2,4	1,9
Total résultat global	2,4	1,9
Actifs non courants	1,7	1,8
Actifs courants	45,9	51,4
Passifs non courants	(1,4)	(1,3)
Passifs courants	(32,8)	(39,5)
Actif net	13,4	12,4

INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AU TITRE DES PARTIES LIÉES

Le Groupe a défini quatre catégories de parties liées :

- les co-entreprises (hors Expleo Group dont les informations sont mentionnées dans la note 6.4 – Titres et obligations convertibles Expleo Group) ;

- les membres du Conseil d'administration d'Assystem S.A. et les mandataires sociaux d'Assystem S.A. (note 5.3.5 – Parties liées) ;
- la société HDL Development qui détient 75,94 % des droits de vote effectifs et fournit au Groupe des prestations en matière de management (note 5.3.5 – Parties liées) ;
- l'actionnaire minoritaire d'Assystem Radicon.

Les transactions avec les co-entreprises (hors Expleo Group) ont été les suivantes au cours de l'exercice :

En millions d'euros	2024	2023
Données relatives au compte de résultat consolidé		
Chiffre d'affaires	17,7	20,7
Autres produits et charges d'exploitation	3,1	(0,3)
Données relatives à l'état de la situation financière consolidée		
Créances clients et autres actifs courants	4,4	4,9
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	2,0	1,5

La SNC Momentum a émis des cautions pour un montant total de 13,2 millions d'euros, contre-garanties par ses actionnaires au prorata de leur participation. Le groupe Assystem est en conséquence engagé à hauteur de 33,33 % (sa participation au capital de Momentum), soit 4,4 millions d'euros.

La SNC Engage a émis des cautions pour un montant total de 4,0 millions d'euros, contre-garanties par ses actionnaires au prorata de leur participation. Le groupe Assystem est en conséquence engagé à hauteur de 25 % (sa participation au capital d'Engage), soit 1,0 million d'euros.

La société b.NEXT a émis des cautions pour un montant total de 9,3 millions d'euros, contre-garanties par ses actionnaires au prorata de leur participation. Le groupe Assystem est en conséquence engagé à hauteur de 33,33 % (sa participation au capital de b.NEXT), soit 3,1 millions d'euros.

Le Groupe enregistre un passif financier vis-à-vis de l'actionnaire minoritaire d'Assystem Radicon respectivement à hauteur de 2,6 millions d'euros au 31 décembre 2024 et de 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2023.

5.3 Charges de personnel et avantages du personnel

5.3.1 DÉTAIL DES CHARGES DE PERSONNEL AU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En millions d'euros	2024	2023
Salaires et traitements	(338,3)	(301,7)
Autres charges de personnel	(107,3)	(99,5)
Total	(445,6)	(401,2)

5.3.2 EFFECTIFS

	2024	2023
France	4 437	4 249
International	3 303	2 958
Total	7 740	7 207

5.3.3 AVANTAGES DU PERSONNEL

Le Groupe comptabilise des régimes à cotisations définies et des régimes à prestations définies en matière d'engagement de retraite, en accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel le Groupe est implanté.

RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Ce sont les régimes en vertu desquels une entité verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et où son obligation se limite au montant versé à ladite entité. L'entité n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations complémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondants aux services rendus par le personnel au titre des exercices antérieurs à la cessation de son emploi.

Le risque actuariel (risque que les prestations soient plus importantes que prévu) et le risque de placement (risque que les actifs investis ne soient pas suffisants pour faire face aux prestations prévues) n'incombent pas à l'entité employeur.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies.

Dans ce cas, l'entité a l'obligation de payer les prestations convenues (niveau de prestations donné) aux membres du personnel en activité et aux anciens membres du personnel. Deux cas de figure peuvent se présenter :

- l'entité verse des cotisations à une entité distincte, mais doit payer des cotisations supplémentaires (ou payer des prestations non couvertes) si l'entité n'a pas suffisamment d'actifs pour honorer les avantages correspondants aux services rendus par le personnel ;
- l'entité assume elle-même le versement des prestations et couvre les avantages à servir par des actifs propres.

En conclusion, l'entité supporte le risque actuariel et le risque de placement.

Le Groupe dans ce cadre comptabilise ses engagements de retraite selon la méthode des unités de crédits projetées telle que requise par la norme IAS 19 – Avantages du personnel. Cette évaluation intègre des hypothèses de taux de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs.

La dette reconnue au bilan à chaque date de clôture est la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies : la valeur actuelle désigne la valeur actualisée des paiements futurs attendus pour éteindre l'obligation résultant des services rendus au cours de l'exercice et des exercices antérieurs moins la juste valeur des actifs de couverture.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Ils sont principalement constitués des engagements d'indemnités de départs en retraite dus au titre de la convention Syntec en France. L'acquisition des droits en fonction de l'ancienneté donne droit à une indemnité de fin de carrière.

ENGAGEMENT NET RECONNU AU BILAN

En millions d'euros	2024	2023
Valeur actuelle des obligations financées ou partiellement financées en matière de retraite	19,4	17,5
Juste valeur des actifs	-	-
Provision inscrite au bilan	19,4	17,5

VALEUR ACTUELLE DE L'ENGAGEMENT DE RETRAITE

En millions d'euros	2024	2023
Montant du passif net de début d'exercice	17,5	19,3
Coût des services rendus au cours de la période	2,2	2,1
Coût financier	0,4	0,4
Réévaluation du passif net comptabilisée par capitaux propres	0,5	(3,0)
Écarts de conversion	0,3	(0,3)
Augmentations et diminutions liées aux regroupements d'entreprises	0,5	-
Diminutions liées aux cessions de filiales	-	(0,3)
Prestations payées	(2,0)	(0,7)
Montant du passif net de fin d'exercice	19,4	17,5

Le coût des services rendus au cours de la période est comptabilisé au poste amortissements et provisions opérationnelles courantes et le coût financier en autres produits et charges financiers.

Les écarts actuariels comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global étaient principalement constitués sur l'exercice 2023 des effets liés à la modification de la table des taux de rotation du personnel.

HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

En pourcentage	2024	2023
France		
Taux d'actualisation	3,4 %	3,4 %
Taux d'augmentation des salaires	2,0 %	3,2 %

RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉFINIES

En millions d'euros	2024	2023
Montant comptabilisé en charges au titre des régimes de retraite à cotisations définies	(23,3)	(20,0)

Analyse de sensibilité

Le passif comptabilisé au titre des indemnités de retraite (convention Syntec) est calculé en fonction d'hypothèses actuarielles : table de mortalité, rotation du personnel, niveau futur des salaires, taux d'actualisation. Les variations de ces hypothèses peuvent affecter plus ou moins fortement le passif.

Le Groupe a choisi de présenter une analyse de sensibilité pour la zone France sur le taux d'actualisation des hypothèses affectant les capitaux propres (nets d'impôt) en cas de modification du taux :

TAUX D'ACTUALISATION

	Moins 0,5 %	Plus 0,5 %
Impact sur les capitaux propres en millions d'euros	(0,3)	0,3
Impact sur les capitaux propres en %	(0,1) %	0,1 %
Impact sur le passif net en %	2,1 %	(2,1) %

5.3.4 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions, le Groupe comptabilise les transactions rémunérées par paiement en actions avec ses salariés sous forme d'une charge compensatoire.

La comptabilisation se fait à la juste valeur des avantages accordés aux salariés dans le cadre de plans d'attributions d'actions gratuites et de performance.

Elle se matérialise par l'enregistrement d'une charge linéarisée sur la période d'acquisition des droits (*vesting period*).

Ce retraitement réduit le résultat net consolidé par la constatation d'une charge opérationnelle non liée à l'activité, mais est sans effet sur le total des capitaux propres du Groupe.

ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES SANS CONDITION DE PERFORMANCE

	Plans 2020	Plans 2021	Plans 2022	Plan 2023	Plan 2023	Plan 2024	Plan 2024
	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites
En circulation au 1^{er} janvier 2023	78 375	87 750	102 300	-	-	-	-
Actions attribuées pendant la période	-	-	-	32 400	288 250	-	-
Actions auxquelles il est renoncé pendant la période	(2 500)	(3 750)	(4 450)	-	-	-	-
Actions livrées pendant la période	(35 875)	-	-	-	-	-	-
En circulation au 31 décembre 2023	40 000	84 000	97 850	32 400	288 250	-	-
Actions attribuées pendant la période	-	-	-	-	-	541 422	444 491
Actions auxquelles il est renoncé pendant la période	-	(1 750)	(52 350)	-	(5 000)	-	-
Actions livrées pendant la période	-	(42 250)	-	-	-	-	-
En circulation au 31 décembre 2024	40 000	40 000	45 500	32 400	283 250	541 422	444 491
Année d'acquisition	2023/2025	2024/2025	2025/2027	2026	2030	2025	2030

JUSTE VALEUR DES ACTIONS GRATUITES ATTRIBUÉES SANS CONDITION DE PERFORMANCE

	2024	2023
Juste valeur moyenne pondérée des actions gratuites attribuées sur l'exercice (en euros pour une unité)	45,44	38,54

5.3.5 INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AU TITRE DES PARTIES LIÉES

Les rémunérations et avantages octroyés aux membres du Conseil d'administration dans le cadre de leurs mandats sociaux et autres mandataires sociaux sont les suivants :

En millions d'euros	2024	2023
Salaires et autres avantages à court terme *	(2,3)	(2,0)
Rémunérations allouées aux administrateurs au titre de leur activité	(0,3)	(0,3)
Total	(2,6)	(2,3)

* Correspondent aux rémunérations directes (charges comprises) et indirectes enregistrées en charges de l'exercice et relatives aux mandataires sociaux. Les montants indiqués ci-dessus intègrent en 2024 des prestations facturées ou devant être facturées par la société HDL Development à la Société pour un montant de 0,8 million d'euros (1,1 million d'euros sur l'exercice 2023).

Le montant net des refacturations non réglées par Assystem S.A. à HDL Development à la clôture de l'exercice est de 0,8 million d'euros.

5.4 Autres charges et produits d'exploitation

En millions d'euros	2024	2023
Sous-traitance opérationnelle et achats sur affaires	(42,6)	(60,4)
Autres	(65,9)	(58,8)
Total	(108,5)	(119,2)

La catégorie « Autres » est principalement constituée des coûts informatiques, des frais de voyage et déplacement, des commissions et honoraires et des frais de publicité et relations publiques.

5.5 Amortissements et provisions opérationnels courants, nets

En millions d'euros	2024	2023
Dotations aux amortissements	(5,1)	(5,5)
Dotation aux amortissements de droits d'utilisation au titre de contrats de location	(10,8)	(9,9)
Variation nette des provisions	(0,9)	(4,1)
Total	(16,8)	(19,5)

5.6 Paiements fondés sur des actions et produits et charges opérationnels non liés à l'activité

Les charges liées aux actions gratuites et de performance (y inclus le forfait social à 20%) sont présentées dans la rubrique « Paiements fondés sur des actions » du compte de résultat consolidé (voir note 5.3.4 – Paiements fondés sur des actions) et s'élèvent au titre de l'exercice 2024 à 17,7 millions d'euros et au titre de l'exercice 2023 à 3,4 millions d'euros.

Les produits et charges opérationnels non liés à l'activité sont constitués :

- des coûts d'acquisition ou de cession (honoraires externes liés aux opérations de croissance externe ou de cessions) ;
- des produits et charges liés à des événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, constitués principalement des coûts de réorganisation, des pertes de valeur des actifs (y compris les goodwill), et d'autres produits et charges d'une matérialité significative.

En millions d'euros	2024	2023
Frais d'acquisitions	(1,5)	(0,2)
Résultat de cession consolidé des activités Pacifique	-	4,1
Litige fiscal lié au crédit d'impôt recherche *	6,0	4,8
Autres produits et charges non liés à l'activité	(2,8)	(0,6)
Total	1,7	8,1

* Voir note 9 - Provisions

NOTE 6 INVESTISSEMENTS EN ACTIFS NON COURANTS

6.1 Immobilisations incorporelles

Conformément aux dispositions de la norme IAS 38 – Immobilisations incorporelles, seuls les éléments dont le coût peut être estimé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Elles sont essentiellement composées de logiciels (immobilisations à durée de vie finie) qui sont amortis sur la durée d'utilité comprise en fonction de la typologie des logiciels entre 3 à 5 ans de façon linéaire :

- logiciels de gestion : 5 ans ;
- logiciels de production : 3 à 5 ans ;
- logiciels de bureautique : 1 à 3 ans.

En ce qui concerne les immobilisations générées en interne, le Groupe immobilise les frais de développement dès lors qu'ils remplissent l'ensemble des conditions définies par la norme IAS 38.

Les coûts devant être activés sont ceux qui sont encourus à partir de la date à laquelle le Groupe peut démontrer tout ce qui suit :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou en vente ;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation générera des avantages économiques futurs probables ;
- la disponibilité actuelle ou future des ressources nécessaires pour réaliser le projet ;
- sa capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif.

Toutes les dépenses pouvant être directement attribuées ou affectées sur une base raisonnable, cohérente et permanente, à la création, la production et la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée sont immobilisées. En sont exclus les coûts de vente, coûts administratifs et frais généraux indirects. Elles sont amorties sur la durée d'utilité. Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti (coût historique à la date de comptabilisation initiale majoré des dépenses ultérieures amortissables et diminuées des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées).

En millions d'euros	2024	2023
Début d'exercice	3,2	3,6
Acquisitions	1,2	0,8
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	0,1	0,2
Amortissements	(1,4)	(1,3)
Cessions et mises au rebut	-	-
Effets de change	-	(0,1)
Autres variations	(0,4)	-
Fin d'exercice	2,7	3,2
Valeur brute de fin d'exercice	14,6	13,6
Cumul des amortissements et des pertes de valeur à la fin de l'exercice	(11,9)	(10,4)

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées des logiciels exploités par le Groupe.

6.2 Immobilisations corporelles

Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, sont enregistrés en immobilisations corporelles les biens détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services, soit pour être utilisés à des fins administratives. Ces biens sont comptabilisés à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à cet actif iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilité dans les conditions suivantes :

- installations et agencements divers : 3 à 10 ans ;
- matériel de transport : 3 à 5 ans ;
- matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans ;
- mobilier : 10 ans.

Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur de l'immobilisation ou comptabilisés séparément s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à cet actif iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant sont comptabilisés en charges.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

En millions d'euros	Terrains, constructions et agencements	Matériel informatique	Autres	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2023	7,6	16,2	16,7	40,5
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 1 ^{er} janvier 2023	(5,7)	(13,1)	(10,0)	(28,8)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2023	1,9	3,1	6,7	11,7
Acquisitions	0,3	2,2	1,7	4,2
Augmentations et diminutions liées aux regroupements d'entreprises	0,2	-	0,1	0,3
Diminutions liées aux cessions de filiales	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,4)
Amortissements	(0,4)	(2,0)	(1,8)	(4,2)
Cessions et mises au rebut	(0,1)	-	(0,2)	(0,3)
Effets de change	-	(0,1)	(0,2)	(0,3)
Valeur brute au 31 décembre 2023	6,5	16,1	13,8	36,4
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2023	(4,8)	(13,0)	(7,6)	(25,4)
Valeur nette au 31 décembre 2023	1,7	3,1	6,2	11,0
Acquisitions	0,6	1,5	1,3	3,4
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	-	-	0,1	0,1
Amortissements	(0,4)	(1,6)	(1,6)	(3,6)
Effets de change	-	0,1	-	0,1
Autres variations	0,5	0,1	(0,1)	0,5
Valeur brute au 31 décembre 2024	7,8	15,8	14,9	38,5
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2024	(5,4)	(12,6)	(9,0)	(27,0)
Valeur nette au 31 décembre 2024	2,4	3,2	5,9	11,5

6.3 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont définis selon les dispositions de la norme IAS 40, comme des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, ou pour valoriser le capital, ou les deux plutôt que pour les utiliser dans la production ou à des fins administratives.

Les immeubles de placement sont valorisés à leur juste valeur avec variation de juste valeur imputée au compte de résultat de la période.

L'immeuble comptabilisé au 31 décembre 2024 au poste « Immeubles de placement » est un bien détenu en pleine propriété situé à Equeurdreville. Il est évalué à la juste valeur. Une évaluation a été effectuée au cours de l'exercice 2024 par un expert indépendant n'ayant aucun lien juridique avec le Groupe. La méthode d'évaluation utilisée, conforme aux normes IFRS, fait référence à des transactions sur des biens similaires récemment opérées et s'inscrivant dans un même marché, ainsi qu'à une approche par la valeur de rendement. De plus, il y a lieu de considérer les grandes tendances du marché.

Au 31 décembre 2024, la valeur de l'immeuble de placement est de 2,0 millions d'euros (1,3 million d'euros au 31 décembre 2023). Le Groupe a donc comptabilisé une variation de juste valeur dans la rubrique « Produits et charges opérationnels non liés à l'activité » du compte de résultat consolidé pour un montant de 0,7 million d'euros.

6.4 Titres et obligations convertibles Expleo Group

La participation d'Assystem dans les instruments de fonds propres et quasi-fonds propres d'Expleo Group est comptabilisée dans l'état de la situation financière consolidée au poste « Titres et obligations convertibles Expleo Group ». Les obligations convertibles Expleo Group sont valorisées à la juste valeur par le résultat par un expert indépendant.

En millions d'euros	2024	2023
Début d'exercice	180,0	181,3
Quote-part du résultat	(23,7)	(11,5)
Produit des obligations convertibles	14,1	13,0
Autres éléments du résultat global	(0,8)	(0,1)
Résultat de dilution	(0,1)	-
Écarts de conversion	1,8	(0,4)
Autres variations	-	(2,3)
Fin d'exercice	171,3	180,0
Part titres mis en équivalence	-	22,8
Part obligations convertibles	171,3	157,2

Le pourcentage de détention dans Expleo Group est de 37,13 % en 2024 contre 37,22 % en 2023.

Au 31 décembre 2024, la quote-part des pertes non comptabilisées du Groupe s'élève à 8,7 millions d'euros.

INFORMATIONS CHIFFRÉES SUR EXPLEO GROUP

En millions d'euros	2024	2023
Chiffre d'affaires	1 406,7	1 386,7
Résultat net	(87,3)	(30,9)
Autres éléments du résultat global	2,5	(1,5)
Total résultat global	(84,8)	(32,4)
Actifs non courants	1 140,2	1 137,8
Actifs courants	420,1	427,2
Passifs non courants	(1 127,3)	(1 032,8)
Passifs courants	(440,9)	(459,2)
Actif net	(7,9)	73,0

INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC EXPLEO GROUP

En millions d'euros	2024	2023
Données relatives au compte de résultat consolidé		
Chiffre d'affaires	0,3	0,2
Autres produits et charges d'exploitation	(0,5)	(0,2)
Produits financiers	14,1	13,0
Données relatives à l'état de la situation financière consolidée		
Créances clients et autres actifs courants	0,1	-
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	-	-
Obligations convertibles Expleo Group	171,3	157,2

6.5 Actifs financiers non courants

INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 9, les titres non consolidés sont enregistrés à leur juste valeur. Les résultats de juste valeur comme les résultats de cession sont enregistrés selon l'intention du management soit dans le compte de résultat « Autres produits et charges financiers » ou en capitaux propres dans la rubrique des « Autres éléments du résultat global » et ne sont pas recyclés en résultats.

AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les prêts et les créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont issus de la fourniture de services, de biens mais aussi de fonds monétaires à un débiteur sans intention de les négocier. Ils sont évalués au coût amorti suite à leur comptabilisation initiale. Ils sont dépréciés en fonction du modèle des pertes attendues en application d'IFRS 9.

En millions d'euros	2024	2023
Début d'exercice	218,8	141,3
Augmentations	1,2	1,1
Remboursements	(0,3)	(0,2)
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	0,1	-
Variations liées aux cessions de filiales	-	5,9
Cession de la participation Framatome	(205,0)	-
Variation de juste valeur de la participation Framatome	-	70,9
Effets de l'actualisation	(0,3)	(0,2)
Autres variations	(0,3)	-
Fin d'exercice	14,2	218,8

Les autres actifs financiers non courants sont principalement constitués de la cession de la participation dans la société Framatome pour 205,0 millions d'euros (voir note 2 – Faits marquants).

Ils sont également constitués par les dépôts de garantie octroyés aux établissements avec lesquels le Groupe contracte ses engagements de location immobilière. Ces dépôts sont restitués au Groupe à la fin du bail. Le Groupe s'engageant généralement

avec des acteurs de premier plan sur le marché de l'immobilier, le risque de crédit correspondant est très limité.

Sont également incluses dans cette rubrique les sommes versées sous forme de prêts remboursables dans le cadre du paiement pour l'effort à la construction en France. Ces prêts sont remboursables à l'issue d'une période de vingt ans par des organismes publics et font l'objet d'un calcul de coût amorti.

6.6 Réconciliation des acquisitions d'immobilisations du tableau de flux de trésorerie consolidé

En millions d'euros	2024	2023
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1,2)	(0,8)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3,4)	(4,2)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(4,6)	(5,0)

En millions d'euros	2024	2023
Prix de cession des immobilisations	-	0,3
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	0,3

NOTE 7**CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION****7.1 Actions**

(en nombre d'actions)	Actions ordinaires	
	2024	2023
Début d'exercice	15 668 216	15 668 216
Actions d'autocontrôle	(1 200 118)	(788 718)
Fin d'exercice	14 468 098	14 879 498
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	15 668 216	15 668 216
Valeur nominale de l'action (en euros)	1,00	1,00

Au 31 décembre 2024, les actions Assystem S.A. sont ventilées comme suit :

- nombre d'actions à droit de vote simple : 4 885 843 ;
- nombre d'actions à droit de vote double : 9 582 255.

Chacune des actions donne droit à dividende dans les mêmes conditions.

Les actions d'autocontrôle sont privées de droit de vote.

7.2 Actions propres

Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les actions de la société tête de Groupe détenues par elle-même ou une de ses filiales sont comptabilisées en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Aucune variation de juste valeur de ces actions n'est comptabilisée. Les plus ou moins-values de cession nettes d'impôt des actions d'autocontrôle sont directement imputées en capitaux propres.

(en nombre d'actions)	Actions d'autocontrôle	
	2024	2023
Début d'exercice	788 718	833 400
Achats d'actions propres	607 643	149 961
Cessions d'actions propres	(153 993)	(158 768)
Actions propres livrées au bénéfice des salariés et mandataires sociaux *	(42 250)	(35 875)
Fin d'exercice	1 200 118	788 718
Valeur des actions propres dans les capitaux propres (en millions d'euros)	(45,6)	(23,1)

* Voir note 5.3.4 – Paiements fondés sur des actions.

7.3 Résultat par action

RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat de base par action 2024 est le suivant :

	2024	2023
Résultat net – part du Groupe	8,3	102,0
Résultat de base attribuable aux actionnaires du Groupe	8,3	102,0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	14 757 482	14 851 867
Résultat de base par action (en euros)	0,56	6,87

RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires du Groupe ajusté des effets des instruments potentiellement dilutifs, nets de l'effet de l'impôt correspondant. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation. Les actions propres portées en diminution des capitaux propres ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action de base et dilués.

Au sein du Groupe, les instruments dilutifs correspondent aux actions gratuites et de performance.

Les instruments de dilution sont pris en compte si et seulement si leur effet de dilution diminue le bénéfice par action ou augmente la perte par action. Selon IAS 33, s'il est supérieur au résultat de base par action, le résultat dilué par action tel que calculé est considéré comme non représentatif et est ramené au résultat de base par action.

Le résultat dilué par action 2024 est le suivant :

	2024	2023
Résultat de base attribuable aux actionnaires du Groupe	8,3	102,0
Résultat utilisé dans le calcul du résultat dilué par action	8,3	102,0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	14 757 482	14 851 867
Nombre moyen pondéré d'instruments dilutifs en circulation au cours de l'exercice		
• Actions gratuites et/ou de performance	591 387	172 100
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dans le calcul du résultat dilué par action	15 348 869	15 023 967
Résultat dilué par action (en euros)	0,54	6,79

7.4 Dividendes par action

	2025 *	2024	2023
Date de versement des dividendes sur les résultats de l'exercice précédent	Au plus tard le 18/07/2025	05/04/2024 et 12/07/2024	07/07/2023
Date de la proposition de distribution sur les résultats de l'exercice précédent à l'assemblée générale	23/05/2025	24/05/2024	05/06/2023
Montant total de la distribution (en millions d'euros) sur les résultats de l'exercice précédent *	14,3	185,6	14,8
Dividende par action (en euros) sur les résultats de l'exercice précédent	1,00	12,50	1,00

* Soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

NOTE 8

FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le montant figurant à l'actif du bilan dans le poste « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

La trésorerie nette figurant dans le tableau des flux de trésorerie comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

En millions d'euros	2024	2023
Trésorerie	30,4	35,8
Équivalents de trésorerie	0,8	0,6
Total	31,2	36,4

Le rapprochement entre les montants de trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie et le bilan est présenté dans le tableau ci-dessous :

En millions d'euros	2024	2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36,4	28,5
Découverts bancaires	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	36,4	25,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31,2	36,4
Découverts bancaires	(0,1)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	31,1	36,4

8.2 Dettes financières

Les emprunts et passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur nette des frais de transaction puis au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'une répartition entre courant et non courant : si les passifs doivent être réglés dans les douze mois après la clôture de l'exercice, ils sont classés en passif courant.

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES (COURANTS ET NON COURANTS)

En millions d'euros	Début d'exercice	Remboursements	Augmentations liées aux variations de périmètre	Effets de change	Variation de juste valeur	Variation des autres éléments du résultat global	Autres Variations	Fin d'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit	85,7	(9,1)	0,1	-	0,3	-	-	77,0
Dettes financières diverses	0,1	-	-	-	-	-	(0,1)	-
Instruments dérivés	-	-	-	-	-	0,3	-	0,3
Total non courant	85,8	(9,1)	0,1	-	0,3	0,3	(0,1)	77,3
Dettes financières diverses	2,8	-	0,2	0,2	-	-	(0,1)	3,1
Instruments dérivés	-	-	-	-	0,1	-	-	0,1
Total courant	2,8	-	0,2	0,2	0,1	-	(0,1)	3,2
Emprunts auprès des établissements de crédit	85,7	(9,1)	0,1	-	0,3	-	-	77,0
Dettes financières diverses	2,9	-	0,2	0,2	-	-	(0,2)	3,1
Instruments dérivés	-	-	-	-	0,1	0,3	-	0,4
Total	88,6	(9,1)	0,3	0,2	0,4	0,3	(0,2)	80,5

Le flux de remboursement des emprunts auprès des établissements de crédit comprend 9,0 millions d'euros liés au crédit renouvelable. À la fin de l'exercice 2024, les emprunts auprès des établissements de crédit sont constitués de 60,0 millions d'euros

de crédit d'investissement (montant identique en 2023) et de 18,0 millions d'euros de crédit renouvelable (contre 27,0 millions d'euros en 2023) et des frais de crédit non amorti pour 1,0 million d'euros.

8.3 Instruments dérivés financiers

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de mise en place et sont ensuite réévalués. La méthode de reconnaissance des profits et pertes de juste valeur dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et le cas échéant de la nature de l'élément couvert.

Le Groupe documente au moment de la transaction la relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture. Le Groupe documente également ses estimations, à la date de mise en place et de manière prospective afin de statuer sur le caractère efficace de la couverture pour parvenir à compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie attribuable au risque couvert.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (FAIR VALUE HEDGE)

Elle est destinée à la couverture de l'exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou passif ou à un engagement d'acquérir ou de vendre un actif à un prix déterminé, qui est attribuable à un risque particulier et qui affectera le résultat présenté. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE (CASH-FLOW HEDGE)

Elle est destinée à la couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction prévue et qui affectera le résultat.

Le Groupe applique la comptabilisation de couverture de flux de trésorerie lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- tenir une documentation interne sur la couverture mise en place ;
- la couverture est hautement efficace ;
- la transaction prévue qui fait l'objet de la couverture est hautement probable et comporte une exposition aux variations de flux de trésorerie qui pourrait in fine affecter le résultat.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées en autres éléments du résultat global pour la partie dite « efficace » et la partie non efficace est imputée dans le compte de résultat de la période. Si l'instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé, le profit ou la perte initialement comptabilisée en autres éléments du résultat global doit être maintenu séparément en autres éléments du résultat global tant que la transaction prévue ne s'est pas produite. Si l'on ne s'attend plus à ce que l'engagement ou la transaction se produise, tout résultat net comptabilisé directement en autres éléments du résultat global est transféré au compte de résultat.

DÉRIVÉS DE CHANGE

Le Groupe a poursuivi sa politique de couverture du risque de change (voir note 2.1.2.4 – Risques financiers du présent document d'enregistrement universel) par la mise en place de nouvelles couvertures constituées de ventes et achats à terme de devises et de swaps de trésorerie. Les instruments dérivés de change comptabilisés représentent un montant de (0,1) million au 31 décembre 2024 et de 0,4 million d'euros au 31 décembre 2023.

DÉRIVÉS DE TAUX

La société Assystem S.A. a mis en place des couvertures de taux pour un montant nominal total de 60,0 millions d'euros égal au montant du crédit d'investissement. Ces couvertures, au titre desquelles la société reçoit l'Euribor 3 mois avec un floor à zéro et paye un taux fixe annuel courant du 30 octobre 2024 au 30 octobre 2027.

L'instrument dérivé a été comptabilisé pour un montant de (0,3) million d'euros au 31 décembre 2024 dans la rubrique « Emprunts et dettes financières non courantes » de la situation financière consolidée (à néant sur l'exercice 2023). La variation de

juste valeur a été comptabilisée en « Autres éléments du résultat global » dans l'état du résultat global consolidé.

8.4 Informations sur l'endettement net

La trésorerie et l'endettement financier sont constitués à l'actif des postes « trésorerie et équivalents de trésorerie » et des dérivés actifs courants et non courants (inclus dans le poste « autres actifs financiers ») et au passif des postes « Emprunts et dettes financières » et « Juste valeur des instruments financiers dérivés ».

L'endettement financier net (hors incidence IFRS 16) correspond à l'endettement financier brut (emprunts obligataires, autres passifs financiers et instruments financiers dérivés courants et non courants) diminué de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés actifs courants et non courants. Il se décompose comme suit :

En millions d'euros	Solde au 31 décembre 2024	Échéancier					
		2025	2026	2027	2028	2029	+ 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	78,0	-	-	-	78,0	-	-
Dettes financières diverses	3,1	3,1	-	-	-	-	-
Total endettement brut (hors incidence IFRS 16)	81,1	3,1	-	-	78,0	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(31,2)						
Frais de crédit non amortis	(1,0)						
Instruments dérivés	0,4						
Total endettement net (hors incidence IFRS 16)	49,3						

Compte tenu de la trésorerie nette disponible de 31,1 millions d'euros à la clôture de l'exercice et de la possibilité ouverte à la Société de procéder à des tirages complémentaires à celui existant au 31 décembre 2024 sur sa ligne de crédit

renouvelable à hauteur de 152,0 millions d'euros, le Groupe dispose des moyens financiers lui permettant de faire face à ses engagements sur les douze prochains mois et ainsi d'assurer sa continuité d'exploitation.

L'endettement net converti au cours de clôture et réparti par devise se décompose comme suit :

En millions d'euros	Solde au 31 décembre 2024	Euro	Livre Sterling	Dollar US	Autres devises
Total endettement net (hors incidence IFRS 16)	49,3	60,4	(2,3)	(2,1)	(6,7)

8.5 Produits et charges financiers

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS NETS SUR TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT

Les produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement sont constitués de l'ensemble des résultats produits par des éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

Les variations de juste valeur des actifs et passifs financiers inclus dans les postes cités ci-dessus sont exclues du coût de l'endettement financier net, et classées dans les autres produits et charges financiers nets.

En millions d'euros	2024	2023
Intérêts sur dettes financières	(3,8)	(3,7)
Impact de change	1,1	1,7
Autres produits et charges financiers liés à l'endettement net	(2,1)	(3,2)
Produits et charges financiers sur trésorerie et endettement	(4,8)	(5,2)

Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers sont ceux qui ne sont pas de nature opérationnelle (produits financiers provenant de l'activité principale de l'entreprise, d'une filiale ou branche d'activité et les produits financiers connexes à une activité commerciale) et qui ne ressortent pas du coût de l'endettement financier net.

Ils sont principalement constitués des dividendes des sociétés non consolidées, des dépréciations des actifs disponibles à la vente, des résultats de cession des actifs disponibles à la vente, des dépréciations et pertes sur cession d'autres actifs financiers courant et non courant, des effets de l'actualisation des provisions, des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers, d'autres produits et charges financiers divers.

En millions d'euros	2024	2023
Charges financières relatives aux dettes locatives au titre de droits d'utilisation	(1,4)	(1,1)
Variation de juste valeur de la participation Framatome	-	70,9
Effets de l'actualisation	(0,7)	(0,6)
Coût amorti des passifs financiers	(0,3)	-
Dividendes Framatome	-	2,6
Produits (charges) comptabilisés au titre de l'hyperinflation en Turquie	3,6	-
Autres	0,9	1,2
Total autres produits et charges financiers	2,1	73,0

8.6 Gestion du risque financier

Tels que décrits dans le chapitre 2 (section 2.1.2.4 – Risques financiers), les crédits souscrits par Assystem S.A., à savoir un crédit renouvelable d'un montant de 170,0 millions d'euros (dont 152,0 millions d'euros disponibles au 31 décembre 2024) et un crédit d'investissement d'un montant de 60,0 millions d'euros, comportent une clause (covenant) imposant le respect, mesuré à

chaque fin d'exercice d'un ratio financier de levier consolidé. À la clôture de l'exercice 2024, le ratio calculé est inférieur au plafond contractuel.

Le Groupe présente dans cette note des éléments chiffrés relatifs à la gestion des risques.

EXPOSITION AU RISQUE DE CONVERSION EN EUROS DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES LIBELLÉS EN DEVISES LOCALES

Le Groupe est exposé au risque de conversion en euros des états financiers des filiales étrangères libellés en devises locales, principalement sur les parités euro/livre turque, euro/riyal saoudien et euro/livre sterling.

La situation nette des filiales opérant dans les pays correspondants est présentée dans le tableau ci-dessous :

Les taux de clôture de ces devises ont évolué comme suit en 2024 :

En millions de devises locales	TRY	SAR	GBP
Actif non courant	853,3	57,1	33,9
Actif courant	268,0	193,2	27,6
Total Actif	1 121,3	250,3	61,5
Passif non courant	14,4	21,4	3,1
Passif courant	492,1	163,7	19,5
Total Passif	506,5	185,1	22,6
Situation nette de clôture en devise locale	614,8	65,2	38,9
Situation nette de clôture convertie en euro	16,6	16,8	46,9

	2024	2023	Var en %
Pour 1 TRY = x EUR	0,027	0,031	- 13 %
Pour 1 SAR = x EUR	0,257	0,241	7 %
Pour 1 GBP = x EUR	1,206	1,151	5 %

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux auquel le Groupe est exposé provient de sa dette composée d'un crédit renouvelable de 170,0 millions d'euros à échéance novembre 2028, utilisé au 31 décembre 2024 à hauteur de 18,0 millions d'euros et un crédit d'investissement de 60,0 millions d'euros. Les deux crédits sont indexés sur l'Euribor de la période considérée soit un et/ou trois mois. La société

Assystem S.A a mis en place des couvertures de taux pour un montant nominal total de 60,0 millions d'euros égal au montant du crédit d'investissement. Ces couvertures, au titre desquelles la société reçoit l'Euribor 3 mois avec un floor à zéro et paye un taux fixe annuel courant du 30 octobre 2024 au 30 octobre 2027.

ÉCHÉANCES CONTRACTUELLES RÉSIDUELLES

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit (paiements d'intérêts inclus). Les flux futurs présentés ci-dessous, à la fois les coupons et les remboursements, ne sont pas actualisés.

En millions d'euros	Valeur comptable 2024	Flux de trésorerie contractuels	- 1 an	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dettes financières *	80,1	91,8	5,6	86,2	-
Fournisseurs	40,7	40,7	40,7	-	-
Autres passifs courants **	16,2	16,2	16,2	-	-
Total des obligations contractuelles	137,0	148,7	62,5	86,2	-

* Hors instruments dérivés.

** Hors dettes sociales et fiscales et passifs de contrats.

NOTE 9

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise des provisions dans le cas où il a une obligation actuelle, contractuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources non représentatives d'avantages économiques et lorsque cette obligation peut être estimée de façon fiable conformément à la norme IAS 37.

Si l'effet est significatif, les provisions sont actualisées par l'utilisation d'un taux prenant en compte des risques spécifiques à la transaction et à la maturité de la provision. L'effet de l'actualisation est comptabilisé en résultat financier.

En millions d'euros	Début d'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	Fin d'exercice
Garantie sur projets au forfait et pertes à terminaison	-	-	-	-	0,2	0,2
Risques sociaux et fiscaux	10,1	-	(0,9)	(7,9)	-	1,3
Total non courant	10,1	-	(0,9)	(7,9)	0,2	1,5
Garantie sur projets au forfait et pertes à terminaison	0,3	0,5	-	(0,3)	-	0,5
Risques sociaux et fiscaux	1,9	0,7	(1,1)	(0,5)	-	1,0
Autres	1,9	1,0	(0,2)	(1,0)	-	1,7
Total courant	4,1	2,2	(1,3)	(1,8)	-	3,2
Garantie sur projets au forfait et pertes à terminaison	0,3	0,5	-	(0,3)	0,2	0,7
Risques sociaux et fiscaux	12,0	0,7	(2,0)	(8,4)	-	2,3
Autres	1,9	1,0	(0,2)	(1,0)	-	1,7
Total	14,2	2,2	(2,2)	(9,7)	0,2	4,7

La Société a fait l'objet d'une notification de redressement fiscal fin 2014 à hauteur de 13,5 millions d'euros portant sur des montants de crédit impôt recherche (CIR) enregistrés au titre des exercices 2010, 2011 et 2012 par son ancienne filiale Assystem France, membre de son groupe d'intégration fiscale pour lesdits exercices.

Assystem France a transféré ce risque à la Société en fin d'année 2016 moyennant paiement d'une indemnité d'un montant de 7,3 millions d'euros, la Société provisionnant en contrepartie ce même montant.

Compte tenu de l'émission fin 2017, par l'Administration fiscale, d'avis de mise en recouvrement, le risque correspondant a fait l'objet d'une provision complémentaire durant l'exercice 2017 dans les comptes de la Société. Il est depuis intégralement provisionné, en principal et intérêts de retard potentiels.

La Société a contesté en totalité la validité de ce redressement par voie de réclamation contentieuse puis, au cours de l'exercice 2020, auprès du tribunal administratif compétent.

Le 30 juin 2021, l'Administration a fait droit à la contestation précitée en accordant à la Société au seul titre de l'exercice 2010 un dégrèvement de 1,8 million d'euros en droits et de 0,3 million d'euros d'intérêts de retard.

Le Tribunal Administratif (TA) de Montreuil a rendu le 6 avril 2023, un jugement faisant partiellement droit à la Société au

titre des exercices 2011 et 2012 à hauteur respectivement de 2,1 millions d'euros et 2,7 millions d'euros s'agissant des exercices 2011 et 2012.

La Société a décidé de faire appel de cette décision auprès de la Cour Administrative d'Appel (CAA) de Paris le 9 juin 2023 en apportant des éléments complémentaires de façon à faire valoir au mieux ses arguments.

La procédure d'appel n'étant pas suspensive, la Société s'est acquittée le 31 octobre 2024 du paiement auprès de l'Administration fiscale de la somme de 7,2 millions d'euros de redressement décidé en première instance par le TA de Montreuil.

Par une décision du 24 janvier 2025, la CAA de Paris a annulé la quasi-intégralité des redressements en décidant de ne maintenir qu'un redressement résiduel de 0,9 million d'euros.

En conséquence, la Société a repris 8,1 millions d'euros de la provision constituée à fin 2023 (8,3 millions d'euros). La provision résiduelle à fin 2024 s'établit ainsi à 0,2 million d'euros correspondant aux intérêts de retard sur les 0,9 million d'euros de redressement résiduel d'ores et déjà décaissé au 31 décembre 2024. La Société a par ailleurs constaté un actif de 6,4 millions d'euros en contrepartie du remboursement attendu de l'Administration fiscale en application de la décision de la CAA de Paris, cet actif a été comptabilisé en autres créances courantes.

NOTE 10

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

10.1 Classification comptable des actifs et passifs financiers

ACTIFS FINANCIERS

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable et la juste valeur des actifs financiers du Groupe sur les deux derniers exercices :

En millions d'euros	2024					2023
	Valeur au bilan	Désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Dérivés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Valeur au bilan
Obligations convertibles Expleo Group	171,3	171,3	-	-	-	157,2
Autres actifs financiers	14,2	-	-	-	14,2	218,8
Clients et comptes rattachés	191,6	-	-	-	191,6	175,7
Autres créances *	8,7	-	-	-	8,7	3
Autres actifs courants	1,4	-	-	-	1,4	0,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31,2	-	-	-	31,2	36,4
Total	418,4	171,3	-	-	247,1	591,9

* Hors créances sociales et fiscales et charges constatées d'avance.

PASSIFS FINANCIERS

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable et la juste valeur des passifs financiers du Groupe sur les deux derniers exercices :

	2024					2023
En millions d'euros	Valeur au bilan	Désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Dérivés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Valeur au bilan
Emprunts et dettes financières courants et non courants	80,5	-	0,1	0,3	80,2	88,6
Dettes locative au titre de droits d'utilisation	36,0	-	-	-	36,0	32,9
Fournisseurs et comptes rattachés	40,7	-	-	-	40,7	37,1
Dettes sur immobilisations	0,1	-	-	-	0,1	0,1
Autres passifs courants *	16,1	-	-	-	16,1	10,6
Total	173,4	-	0,1	0,3	173,1	169,3

* Hors dettes sociales et fiscales et passifs de contrats.

10.2 Hiérarchie de juste valeur

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers et s'appuie sur cette classification, en conformité avec les normes comptables internationales, pour exposer les caractéristiques des instruments financiers comptabilisés au bilan :

- catégorie niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transaction observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture), ou qui ne le sont que partiellement.

La hiérarchie de juste valeur par classe d'instruments financiers s'établit comme suit au 31 décembre 2024 :

	2024			
En millions d'euros	Catégorie niveau 1 Prix de marché	Catégorie niveau 2 Modèles avec paramètres observables	Catégorie niveau 3 Modèles avec paramètres non observables	Total
Obligations convertibles Expleo Group	-	-	171,3	171,3
Total à l'actif	-	-	171,3	171,3
Dérivés de taux	-	-	0,3	0,3
Dérivés de change	-	-	0,1	0,1
Total au passif	-	-	0,4	0,4

NOTE 11 IMPÔTS

11.1 Impôts comptabilisés au cours de la période

En millions d'euros	2024	2023
Impôts exigibles	(7,9)	(10,2)
Impôts différés	3,3	1,7
Total inscrit au compte de résultat	(4,6)	(8,5)
Impôts relatifs aux actions propres	(0,3)	(0,5)
Impôts comptabilisés en autres éléments du résultat global	0,2	(0,4)
Total affecté directement aux capitaux propres	(0,1)	(0,9)
Impôts exigibles	(7,9)	(10,2)
Impôts différés	3,2	0,8
Total de la période	(4,7)	(9,4)

11.2 Preuve d'impôt

L'impôt sur les résultats du Groupe diffère du montant théorique résultant de l'application du taux applicable aux résultats des sociétés consolidées. Le rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectivement comptabilisé se décompose comme suit :

En millions d'euros	2024	2023
Résultat avant impôt des activités poursuivies hors résultat des sociétés mises en équivalence, produit des obligations convertibles Expleo Group, du résultat lié à l'hyperinflation sur le goodwill comptabilisé en Turquie	14,6	103,0
Taux théorique d'impôt	25,83 %	25,83 %
Charge d'impôt théorique	(3,8)	(26,6)
Différences permanentes	0,1	1,3
Différences liées aux taux d'imposition	-	0,3
Autres impôts	(0,9)	(1,3)
Ajustements comptabilisés au cours de la période au titre des périodes antérieures	0,3	-
Effet de l'imposition à un taux réduit	-	17,8
Impacts liés aux déficits et différences temporelles non activés sur l'exercice	(0,3)	-
Total des ajustements	(0,8)	18,1
Charge d'impôt réelle	(4,6)	(8,5)
Taux effectif d'impôt	31,51 %	8,25 %

Le montant figurant à la ligne « autres impôts » est essentiellement constitué de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) des filiales françaises.

11.3 Impôts différés

Des impôts différés sont calculés sur la différence entre la valeur des actifs et passifs inscrite dans les états financiers et la valeur taxable correspondante dans le calcul de l'impôt. Ils sont constitués selon la méthode du report variable.

Un impôt différé passif est généralement constitué en regard des différences temporaires imposables existantes sauf exception prévue par la norme IAS 12.

Un actif d'impôt différé, notamment sur les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés ainsi que sur les différences temporaires déductibles, ne peut être comptabilisé que s'il est probable que la Société disposera de bénéfices fiscaux futurs sur lesquels ils pourront être imputés. Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte :

- des prévisions de bénéfices imposables futurs ;
- de la part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir incluses dans les pertes passées ;
- de l'historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Un impôt différé passif est comptabilisé au titre des différences temporaires imposables relatives aux participations dans les entreprises associées même en l'absence de distribution probable (le Groupe ne contrôle pas l'entreprise et n'est donc pas en mesure de déterminer sa politique de distribution), sauf si un accord prévoit que les bénéfices de l'entreprise associée ne seront pas distribués dans un futur prévisible.

L'impôt différé correspondant à un profit ou une charge comptabilisée en contrepartie des capitaux propres est lui-même comptabilisé en contrepartie des capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés par autorité fiscale, et ne sont pas actualisés. Le Groupe ne compense ses actifs et passifs d'impôts différés que s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

Les impôts différés présentés au bilan sont regroupés par groupe d'unités fiscales. En revanche, les tableaux ci-dessous sont présentés par nature d'impôts différés.

IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS AU BILAN

En millions d'euros	2024	2023
Actifs d'impôts différés	12,0	9,9
Recouvrables à moins d'un an	6,7	4,7
Recouvrables à plus d'un an	5,3	5,2
Passifs d'impôts différés	0,8	2,3
Exigibles à moins d'un an	-	1,6
Exigibles à plus d'un an	0,8	0,7
Actif net d'impôts différés	11,2	7,6
• dont part à moins d'un an	6,7	3,1
• dont part à plus d'un an	4,5	4,5

MOUVEMENTS DE LA PÉRIODE

<i>En millions d'euros</i>	Avantages du personnel	Immobilisations incorporelles	Autres impôts différés actifs	Impôts différés actif (a)	Impôts différés passif (b)	Solde net des impôts différés (a-b)
Au 1^{er} janvier 2023	4,0	2,3	2,4	8,7	(0,8)	7,9
Variation de l'exercice portée au compte de résultat	0,1	(0,3)	3,6	3,4	(1,7)	1,7
Impôts différés comptabilisés en résultat global	(0,6)	-	-	(0,6)	0,2	(0,4)
Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres	-	-	(0,5)	(0,5)	-	(0,5)
Écarts de conversion	-	-	(1,0)	(1,0)	-	(1,0)
Autres	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
Au 31 décembre 2023	3,5	2,0	4,4	9,9	(2,3)	7,6
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	-	-	0,7	0,7	-	0,7
Variation de l'exercice portée au compte de résultat	0,1	(0,2)	1,9	1,8	1,5	3,3
Impôts différés comptabilisés en résultat global	0,1	-	0,2	0,2	-	0,2
Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres	-	-	(0,3)	(0,3)	-	(0,3)
Écarts de conversion	-	-	(0,3)	(0,3)	-	(0,3)
Au 31 décembre 2024	3,7	1,8	6,6	12,0	(0,8)	11,2

NOTE 12**DROITS D'UTILISATION AU TITRE DE CONTRATS DE LOCATION
ET DETTE LOCATIVE AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION**

IFRS 16 impose un principe de comptabilisation unique au bilan des contrats de location pour les preneurs. Un actif « droit d'utilisation » est comptabilisé en regard du droit pour l'utilisateur d'utiliser l'actif sous-jacent, et une dette locative au titre de son obligation à payer le loyer.

Le Groupe retraite les contrats de location relatifs :

- à des biens immobiliers pour lesquels les composantes locatives et non locatives n'ont pas été séparées ;
- à la flotte de véhicules pour lesquels le prix de la location a été alloué en partie à des composantes non locatives (assurance, entretien...).

Le Groupe comptabilise un actif « droit d'utilisation » et une dette locative à la date de début du contrat de location. L'actif « droit d'utilisation » est initialement évalué au coût représentatif de la valeur actualisée des loyers du contrat sur la durée retenue, puis diminué de tout amortissement ou le cas échéant perte de valeur, le montant pouvant être ajusté en fonction de certaines réévaluations ou réductions de passifs de loyers.

Le Groupe exerce son jugement pour déterminer la durée des contrats de location et plus particulièrement ceux relatifs à des biens immobiliers. La durée locative a une influence significative sur le montant de la dette locative et de l'actif « droit d'utilisation ». Pour les locations immobilières, la durée retenue pour déterminer les loyers à actualiser correspond à la durée la plus longue au sein de la période exécutoire du bail. En France, les contrats de location de biens immobiliers de bureaux sont, pour les plus importants d'entre eux, des baux commerciaux à 9 ans, dits « 3/6/9 », avec option de résiliation anticipée à 3 et 6 ans. Pour ce type de contrat, le Groupe considère avec une certitude raisonnable que les entités concernées n'exerceront pas leurs options de résiliation anticipée et retient donc la durée résiduelle sur la période initiale de 9 ans. Pour les locations de véhicules, la durée de location correspond à la durée contractuelle des contrats.

La dette locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers dus à la date de début du contrat. Les taux d'actualisation utilisés pour respectivement la dette locative relative à des biens immobiliers et celle relative à la flotte de véhicules correspondent aux taux d'emprunt marginaux du Groupe, à savoir les taux fixes auxquels le Groupe pourrait lever des financements additionnels égaux aux montants visés.

La dette locative est ensuite augmentée de l'effet de sa désactualisation (comptabilisée au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges financiers ») et diminuée des montants des loyers concernés enregistrés en charges sur la période couverte dans les comptes de résultat contributifs des entités consolidées. Elle est ajustée en cas de modification des loyers futurs suite notamment à un changement d'indice, ou à une nouvelle estimation du montant à payer attendu au titre de la prolongation d'un contrat arrivé à son terme contractuel ou de l'exercice d'une option de résiliation en cours de contrat.

Dans le tableau de flux de trésorerie, le paiement des loyers antérieurement présenté au sein des flux de trésorerie liés à l'activité est présenté sous IFRS 16 dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement pour le montant affecté au remboursement de la dette et à la charge financière. Les impacts liés à la réévaluation de la dette locative ne sont pas transcrits dans le tableau de flux de trésorerie consolidé.

La norme IFRS 16 affecte significativement les états financiers du Groupe et notamment les principaux indicateurs suivis par le Groupe (EBITDA et free cash-flow). Les impacts de la norme IFRS 16 sont présentés dans les paragraphes suivants.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

<i>En millions d'euros</i>	Actifs « droit d'utilisation »	Dettes locatives
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » relatifs aux locations immobilières	26,3	28,4
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » relatifs aux autres contrats de location	4,5	4,5
Impact au 1^{er} janvier 2024	30,8	32,9
Nouveaux contrats de location	13,2	13,2
Augmentations liées au regroupement d'entreprises	0,7	0,7
Amortissements	(10,8)	-
Cession de contrats	(1,5)	(1,5)
Loyers payés	-	(11,8)
Charge financière	-	1,4
Variations liées au besoin en fonds de roulement	1,0	0,8
Effets de change	0,3	0,3
Solde au 31 décembre 2024	33,7	36,0
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » et des dettes locatives relatifs aux locations immobilières	27,9	29,9
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » et des dettes locatives relatifs aux autres contrats de location	5,8	6,1

ÉCHÉANCIER DE LA DETTE LOCATIVE

<i>En millions d'euros</i>	Valeur comptable 2024	- 1 an	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dettes locatives au titre de droits d'utilisation	36,0	10,0	22,1	3,9

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Compte de résultat consolidé publié	Impact IFRS 16	Compte de résultat consolidé hors impact IFRS 16
EBITDA	57,1	11,8	45,3
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	(16,8)	(10,8)	(6,0)
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services	40,3	1,0	39,3
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité y compris paiements fondés sur des actions	(16,0)	-	(16,0)
Résultat opérationnel	24,3	1,0	23,3
Quote-part des résultats d'Expleo Group et de MPH GS	(23,6)	-	(23,6)
Produit des obligations convertibles Expleo Group	14,1	-	14,1
Produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement	(4,8)	-	(4,8)
Autres produits et charges financiers	2,1	(1,4)	3,5
Impôt sur les résultats	(4,6)	0,1	(4,7)
Résultat net consolidé	7,5	(0,3)	7,8

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Tableau de flux de trésorerie consolidé publié	Impact IFRS 16	Tableau de flux de trésorerie consolidé hors impact IFRS 16
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services	40,3	1,0	39,3
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	16,8	10,8	6,0
EBITDA	57,1	11,8	45,3
Autres éléments liés aux flux nets de trésorerie liés à l'activité	(17,9)	-	(17,9)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	39,2	11,8	27,4
Acquisitions d'immobilisations, nettes de cessions	(4,6)	-	(4,6)
Autres éléments liés aux flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	193,5	-	193,5
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	188,9	-	188,9
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(233,6)	(11,8)	(221,8)
Variation de la trésorerie nette	(5,5)	-	(5,5)

FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS DE LA DETTE LOCATIVE

<i>En millions d'euros</i>	Valeur comptable 2024	Flux de trésorerie contractuels	- 1 an	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dettes locatives au titre de droits d'utilisation *	36,0	40,0	11,1	24,4	4,5

* Intérêts de la dette locative compris.

NOTE 13 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET AUTRES INFORMATIONS

13.1 Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles du Groupe

Les engagements hors bilan donnés sur contrats au 31 décembre 2024 qui sont valorisés représentent un montant de 53,0 millions d'euros. Il est à noter que seuls subsistent les engagements non déjà comptabilisés au bilan. Pour quelques grands contrats-cadres, le Groupe a été amené à mettre en place des garanties de performance et/ou financières par commande.

13.2 Engagements hors bilan liés au financement du Groupe

Au 31 décembre 2024, le Groupe dispose d'un crédit renouvelable non utilisé à hauteur de 152,0 millions d'euros ainsi que des lignes de découvert non utilisées pour un montant de 18,2 millions d'euros.

13.3 Autres informations

Fin 2023, Assystem S.A. a reçu une notification de griefs de l'Autorité française de la concurrence. Les pratiques reprochées par le rapporteur général de l'Autorité de la Concurrence concernent une filiale qu'Assystem a cédée. Assystem S.A. est mise en cause en tant que société mère de cette filiale pendant une partie de la période retenue par l'Autorité de la Concurrence. L'audience devant le Collège de l'Autorité française de la concurrence s'est tenue le 16 octobre 2024.

NOTE 14

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le tableau suivant présente les honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau en charge des contrôles des comptes consolidés d’Assystem S.A. et de ses sociétés consolidées et qui figurent au compte de résultat consolidé 2024 en milliers d’euros.

	RSM		KPMG		Autre réseau
	Commissaire aux comptes	Réseau	Commissaire aux comptes	Réseau	Commissaire aux comptes
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
En milliers d'euros					
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité semestriel					
Émetteur	177	-	180	-	-
Entités contrôlées	44	57	195	20	81*
Sous-total	221	57	375	20	81
Certification d'informations en matière de durabilité					
Émetteur	-	-	145	-	-
Entités contrôlées	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	145	-	-
Services autres que la certification des comptes					
Émetteur	-	-	-	-	-
Entités contrôlées	-	-	7	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-
Total	221	57	527	20	81

* Honoraires du cabinet Constantin qui réalise l'audit des comptes d'Assystem Energy and Infrastructure Limited au Royaume-Uni, audit supervisé par RSM.

NOTE 15

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Acquisition de la société Mactech Energy Group

Le 23 janvier 2025, Assystem a fait l'acquisition de 100 % du capital et des droits de vote de la société Mactech Energy Group, une entreprise britannique de premier plan, spécialisée dans les services à la construction pour l'industrie nucléaire, ayant généré un chiffre d'affaires d'environ 16 millions de Livre Sterling en 2024. Cet investissement permet à Assystem de renforcer sa position sur le marché nucléaire britannique en amont de la construction programmée de nouvelles centrales nucléaires dans les prochaines décennies.

Fort de plus de 37 ans d'expérience sur les sites nucléaires britanniques, Mactech continuera de soutenir ses clients de l'industrie nucléaire à Hinkley Point C, au sein de la flotte Magnox et sur des projets de SMR (Small Modular Reactors).

Loi de financement de la Sécurité sociale

La loi n° 2025-199 du 28 février 2025 relative au financement de la Sécurité sociale pour 2025 a relevé le taux de contribution patronale applicable aux plans d'actions gratuites à 30 % (contre 20 % précédemment). L'incidence de cette nouvelle loi sera prise en compte dès la clôture semestrielle 2025 conformément aux règles comptables applicables.